



# Complotisme et négationnisme un panorama

RAPPORT 2018



# COMLOTISME ET NÉGATIONNISME : UN PANORAMA

**RAPPORT  
2018**

# Sommaire

## Sommaire

<b>L'essentiel</b>	<b>4</b>
<b>Conspiracy Watch</b>	<b>6</b>
<b>Analyse</b>	<b>8</b>
<b>Quelques faits marquants dans l'actualité du complotisme</b>	<b>9</b>
Les déboires judiciaires de la complosphère antisémite	9
La porosité de certaines organisations militantes	10
Complotisme et Gilets jaunes	11
<b>Négationnisme</b>	<b>13</b>
<b>Le thème du « complot juif »</b>	<b>15</b>
L'exemple du Labour	15
Ailleurs en Occident	16
Dans le monde arabe	17
<b>Politique et complotisme</b>	<b>18</b>
Russie	18
Syrie	19
Venezuela, Iran, Soudan, Turquie...	21
Hongrie, Italie...	22
France	23
<b>Terrorisme, meurtres de masse et accusations de « false flag »</b>	<b>25</b>
États-Unis	25
France	26
Complotisme et lutte contre le terrorisme	27
<b>Santé : l'enjeu de la désinformation anti-vaccinale</b>	<b>29</b>
Un phénomène mondial	29
Une tendance qui s'accroît en France	30
Diffusion et influences	30
<b>La remise en cause de la science</b>	<b>31</b>
Platisme	31
« Chemtrails »	33
Le premier pas de l'homme sur la Lune	33
<b>Les algorithmes du faux</b>	<b>34</b>
Des contenus extrêmement viraux	34
Le cas d'Infowars	36
YouTube	36
Facebook	37
Applications et autres plateformes	38
Abandonner le web aux désinformateurs ?	39
<b>Savoirs</b>	<b>41</b>
La première grande enquête sur le complotisme dans l'opinion publique française	41
Recherches	42
Éducation	43
Principales publications	44
<b>Statistiques</b>	<b>46</b>
<b>Recommandations</b>	<b>48</b>
Prévention et éducation	49
Justice	49
Presse	50
Plateformes numériques	50

9

Le 27 novembre 2018, le procureur de la République a assigné en référé **9** fournisseurs d'accès à Internet (dont SFR, Free, Orange et Bouygues Telecom), leur donnant 15 jours pour bloquer de manière définitive et illimitée le site nazi « Démocratie participative », sous peine d'une astreinte de 10.000 euros par jour de retard après l'expiration du délai.

*« Les théories complotistes sont devenues un phénomène mainstream. »*

Hugo Leal, chercheur à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni)

Instagram a supprimé **2** hashtags antisémites à l'automne 2018, après un article du *New York Times* qui pointait du doigt l'existence de milliers de messages haineux.

2

2018

Depuis **l'été 2018**, WordPress a interdit les sites promouvant certaines théories du complot.

*« S'il y a des antijuifs parmi les "gilets jaunes", ce mouvement protestataire n'est pas globalement orienté par la haine des Juifs. Mais, dans leurs rangs, on observe les effets cumulés de l'imprégnation complotiste et de la banalisation de la rhétorique "antisioniste". »*

Pierre-André Taguieff, historien des idées, directeur de recherche au CNRS

38%

Au États-Unis, **38 %** des adultes considèrent YouTube comme une source d'information.

1,5 MD

YouTube compte **1,5 milliard** d'utilisateurs dans le monde, qui visionnent plus d'1 milliard d'heures par jour, soit 10 fois plus qu'en 2012.

« Après les attentats du 11 septembre 2001, il avait fallu près d'un mois, tandis qu'après Charlie Hebdo, j'ai pu dénombrer pas moins de vingt arguments en faveur de la théorie du complot apparus le jour même. Le temps social de la méfiance est devenu plus rapide. »

Gérald Bronner, professeur de sociologie à l'université Paris-Diderot

« Avant Internet, on devait probablement faire un peu plus d'efforts et être plus mobilisé pour être conspirationniste. Maintenant, la barrière d'entrée dans ce monde est beaucoup plus basse ».

Colin Klein, professeur de philosophie à l'Université nationale d'Australie

« Il est possible que la Terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école » : invités à se prononcer sur cet énoncé, **2%** des sondés sont « tout à fait d'accord » et **7%** « plutôt d'accord ».

9%

« L'objectif des manipulations de l'information n'est plus de convaincre d'une idéologie alternative. [...] Il s'agit moins de convaincre que d'affaiblir en divisant. »

Rapport conjoint CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information

4 FOIS PLUS

Les 18-24 ans sont **4 fois plus** nombreux que la moyenne (8% contre 2%) à souscrire à une forme atténuée de négationnisme, estimant que la gravité du génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale est exagérée et qu'il y a eu « beaucoup moins de morts » qu'on ne le dit généralement.

# Conspiracy Watch



Internet a totalement bouleversé notre accès à la connaissance et à l'information.

Des thèses qui, autrefois, étaient considérées comme fumeuses ou malveillantes ont considérablement élargi leur audience et prolifèrent désormais en toute impunité en dépit de leur fausseté ou de leur caractère xénophobe, parfois antisémite.

La vision conspirationniste du monde, la « mentalité complotiste » en général, la conviction que des puissances occultes tirent secrètement les ficelles de la politique, de l'économie ou des médias, manipulant l'opinion publique et tramant de sombres complots contre le bien public, gagne du terrain dans des proportions que chacun s'accorde aujourd'hui à juger préoccupantes.

Séduisant des esprits en quête d'explications globales et définitives, se réclamant parfois du rationalisme et des Lumières, allant jusqu'à faire passer ces croyances pour de l'esprit critique et à se doter d'un vernis de respectabilité, nombre de ces « théories du complot » concurrencent les thèses dites « officielles ». Aux yeux de beaucoup, certaines de ses thèses parviennent à s'imposer comme des vérités « alternatives ».

C'est ce constat qui a présidé à la création de l'Observatoire du conspirationnisme. Créé en 2007, *Conspiracy Watch* avait pour but initial de lutter contre ces dérives, sans exclusive, en commençant par rendre accessible au plus large public l'état des connaissances sur le phénomène complotiste, sur son histoire et sur ceux qui l'alimentent, mais aussi en réfutant les arguments fallacieux sur lesquels prospèrent les théories du complot. *Conspiracy Watch* se donnait aussi pour objectif d'essayer de documenter le complotisme contemporain afin de mettre en évidence les invariants du discours conspirationniste et de souligner la récurrence de certains de ses thèmes de prédilection.

En 2018, *Conspiracy Watch* est un service de presse en ligne entièrement consacré à l'information sur le phénomène conspirationniste, le négationnisme et leurs manifestations actuelles. Reconnu pour sa rigueur et la qualité de son expertise, le site bénéficie d'une forte présence sur les réseaux sociaux.

# Analyse

## Avertissement

Le présent rapport n'a pas la prétention de restituer de manière exhaustive l'ensemble des contenus à caractère conspirationniste ou négationniste qui ont pu être produits et diffusés au cours de l'année 2018. Une telle démarche serait rigoureusement impossible à mener. Plus modestement, il s'agit ici de présenter un panorama, un état des lieux qualitatif d'un certain nombre de manifestations du conspirationnisme et du négationnisme que nous avons pu enregistrer au cours de l'année 2018. Dans cette perspective, il nous a semblé utile de ne pas nous limiter strictement aux contenus publiés en langue française ou provenant de plateformes établies en France métropolitaine uniquement. La Toile est mondiale : les débats qui agitent la vie politique britannique, américaine ou autres croisent des problématiques qui nous sont familières.

Nous emploierons ici le terme de « conspirationnisme » comme la tendance à attribuer abusivement l'origine d'un phénomène, d'un événement historique ou d'un fait social à un inavouable complot dont les auteurs présumés – ou ceux à qui il est réputé profiter – conspireraient, dans leur intérêt, à tenir cachée la vérité.

Le « négationnisme » sera par ailleurs compris comme le discours visant à nier, relativiser ou minimiser substantiellement la réalité de crimes génocidaires, notamment l'extermination des Juifs par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale.

# Quelques faits marquants dans l'actualité du complotisme

## Les déboires judiciaires de la complosphère antisémite



Avec près de 4,8 millions de visites par mois en 2018, le site *Égalité & Réconciliation* (E&R) s'impose sans conteste comme la plateforme la plus influente en matière de diffusion de contenus complotistes et négationnistes sur le web francophone<sup>1</sup>. Parmi les sites « amis » vers lesquels renvoie E&R, on trouve notamment le Réseau Voltaire (de Thierry Meyssan), le Comité Valmy, ReOpen911.info, Arrêt sur info, les Amis d'Alain de Benoist, Vox-NR ou encore Scriptoblog (de Michel Drac).

Dédié à la promotion des obsessions antisémites du polémiste Alain Bonnet, dit Soral, qui se présente lui-même comme un « national-socialiste français », E&R déploie une intense propagande indissolublement antisémite et « antisioniste » qui lui a valu une activité judiciaire soutenue en 2018.

Le 20 mars 2018, la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle du Tribunal de grande instance de Paris a relaxé le polémiste d'extrême droite pour un photomontage intitulé « En marche vers le chaos mondial », publié sur E&R en février 2017, en pleine campagne présidentielle. Inspiré de l'icographie antisémite la plus classique, le montage associe Emmanuel Macron à des personnalités notoirement juives (Patrick Drahi, Jacob Rothschild et Jacques Attali) placées en position de marionnettistes de l'ombre, ainsi qu'à l'argente, aux États-Unis et à Israël.

Le tribunal s'est appuyé sur la jurisprudence de la Cour de cassation dont un arrêt du 7 juin 2017 a estimé qu'une « incitation manifeste » ne suffisait pas à caractériser le délit et qu'il faut, « pour entrer en voie de condamnation », que les propos relèvent d'un « appel » ou d'une « exhortation ». Notons que l'audience du 14 mars a été l'occasion pour le militant et ses témoins (Hervé Ryssen, Pierre Hillard et Youssef Hindi) de transformer le tribunal en tribune pour l'antisémitisme. Comme l'a relaté Marc Knobel, président de l'association antiraciste J'accuse!, les délires complotistes et les pires stéréotypes ont pu être martelés tout au long de l'audience : la « domination des Juifs » et/ou d'Israël, le « pouvoir des Juifs », « l'argent des Juifs », « l'instrumentalisation par les Juifs », le judaïsme comme « instrument de mort et de domination », le judaïsme qui « prône le génocide [des non-Juifs] »...

Le 1<sup>er</sup> juin 2018, Alain Soral a cette fois écopé de deux peines de quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 euros d'amende pour provocation à la haine, pour

la publication de deux dessins antisémites. En décembre 2017, il avait été condamné pour diffamation et provocation à la haine envers les Juifs et pour négationnisme, pour la publication d'un dessin intitulé « Pornographie mémorielle », publié le 11 août 2014. Le 13 décembre 2018, la cour d'appel de Paris a confirmé le premier délit et relaxé Soral de celui de négationnisme.

Chaque affaire judiciaire est l'occasion pour l'animateur du site de dénoncer les persécutions dont il serait victime de la part du « Système » et la prétendue censure qui s'exercerait à son encontre. Sur YouTube, la chaîne ERTV Officiel publie régulièrement des vidéos où Alain Soral déroule sa vision complotiste du monde, ses obsessions anti-maçonniques et judéophobes. Dans l'une d'entre elles, il a par exemple dénoncé la main de certains réseaux derrière la défense de Nordahl Lelandais, assassin de la petite Maëlys et du caporal Arthur Noyer, dévolue à Alain Jakubowicz, ancien président de la LICRA. Il s'agirait, d'après le leader d'E&R, d'une « pédocriminalité sataniste de réseau » qui toucherait « une certaine bourgeoisie mondialiste souvent marquée communautairement ». Ainsi, laboure-t-il, en toute cohérence et très explicitement, les terres de la « causalité diabolique » (Léon Poliakov), du complot et de l'infanticide juifs.

On a pu mesurer l'influence de cette vision du monde à la suite de l'assassinat, le 23 mars 2018, de Mireille Knoll, 85 ans, rescapée de la Shoah. La complosphère s'est alors mise en branle ; les habitués d'*Égalité & Réconciliation* se délestent de leurs commentaires sur le site.

Fin avril 2018, Dieudonné M'Ala M'Ala condamné à de multiples reprises pour injure, diffamation ou incitation à la haine raciale, a été expulsé du Théâtre de la Main d'Or, qui constituait son repaire parisien depuis 1999. Condamné pour antisémitisme, négationnisme et apologie du terrorisme, le polémiste rencontre diverses difficultés pour se produire sur scène. Par exemple, l'annonce de sa venue en Corse pour deux représentations en juillet 2018, a entraîné de vives réactions, dont des demandes d'interdiction d'une partie de la population de l'île. Des élus ont tenu à rappeler que la Corse avait été, au cours de la Seconde Guerre mondiale, une zone refuge pour les populations juives persécutées ; un passé et un héritage peu compatibles à leurs yeux avec les saillies complotistes qui émaillent les spectacles du militant « antisioniste ».

1- Selon le sociologue Antoine Bévoit, E&R trône également à la première place des sites politiques français les plus fréquentés ([antoinebevot.blogspot.com](http://antoinebevot.blogspot.com), 5 novembre 2018).

## La porosité de certaines organisations militantes



L'association juive B'nai B'rith France a annoncé le 7 octobre 2018 « se réserver le droit de porter plainte » contre la branche locale de la Loire du syndicat CFTC, qui avait partagé, via le réseau LinkedIn, un article du site raciste *democratieparticipative.biz*. L'article est intitulé « Le terroriste juif Jean-Yves Abecassis, chef de l'Aquarius, exige qu'on laisse son organisation envahir l'Europe de nègres et de musulmans ». En réponse, le compte Twitter de la section locale de l'organisation syndicale a d'abord invoqué la « liberté d'expression » et affirmé que « l'intolérance » du B'nai B'rith le « desservira ». Le 8 octobre, le même compte a fini par condamner ces « propos inadmissibles » et annoncer une enquête interne.

L'affaire n'a pas manqué de rappeler celle de la section de Force ouvrière de Courbevoie qui avait, pendant plusieurs semaines au printemps 2018, diffusé des messages à caractère complotistes et antisémites. À l'occasion du 1er mai, le compte Twitter de la section avait par exemple qualifié BFM TV de « bande de sioniste à la solde de l'oligarchie macroniste » (sic).

Le site *democratieparticipative.biz* dont l'animateur principal présumé n'est autre que le militant breton ultra-nationaliste Boris Le Lay, délivre des contenus antisémites, racistes, homophobes et négationnistes. Domicilié aux États-Unis et censé être la propriété d'un citoyen américain du nom de « David Johnson Jr », le site, dont une part importante du trafic proviendrait d'un forum de JeuxVideos.com, échappe aux lois françaises. C'est la raison pour laquelle le parquet de Paris a assigné en référé les principaux fournisseurs d'accès à Internet en France, afin qu'ils en bloquent l'accès. Le 8 novembre 2018, une audience inédite s'est tenue devant le juge des référés de Paris. Une dizaine d'associations a soutenu la demande du parquet. La décision a été rendue le 27 novembre par le Tribunal de grande instance de Paris : quinze jours ont été donnés aux opérateurs pour « empêcher l'accès, à partir du territoire français et/ou par leurs abonnés situés sur ce territoire », au site incriminé,

sous peine d'une astreinte de 10 000 euros par jour de retard après l'expiration du délai.

Signe de la porosité des temps, on a pu voir le responsable politique français Gérard Filoche partager sur son compte Facebook une publication de Boris Le Lay. Un an auparavant, Filoche avait déjà diffusé « par erreur » sur Twitter le photomontage du site d'Alain Soral, précédemment évoqué (« En marche vers le chaos mondial »). Ce partage lui avait valu l'exclusion du Parti socialiste et un procès. Relaxé le 12 décembre 2018, l'ancien syndicaliste a plaidé « une nouvelle bêtise de manipulation »

pour un « militant antiraciste de toujours », expliquant énigmatiquement sur la chaîne russe RT France qu'on avait essayé de lui « faire payer autre chose ».

Alors qu'une plainte a été déposée concernant des propos antisémites tenus par le fils du maire PCF de Bezons (Val-d'Oise), Dominique Lesparre, sur la page Facebook de l'édile communiste, il apparaît que ce dernier a relayé le 5 juin 2018 un dessin à connotation conspirationniste. Circulant sur le web depuis au moins 2015, cette caricature expose un homme et une femme de dos tenant chacun la main à un enfant. Le « couple » représente les

États-Unis et Israël tandis que les « enfants » sont incarnés par l'Arabie saoudite et le Qatar. Derrière eux, tenus en laisse, des chiens aux couleurs de la France, de la Turquie, du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Italie.

Dominique Lesparre avait créé la polémique quelques jours plus tard en inaugurant symboliquement sur sa commune une « Allée de la Nakba » et en dévoilant une plaque mentionnant « l'expulsion de 800 000 Palestiniens et la destruction de 532 villages en 1948 par le criminel de guerre David Ben Gourion pour la création de l'Etat d'Israël » (sic). Une initiative jugée par le préfet du Val d'Oise « étrangère à tout intérêt communal » et susceptible d'entraîner « des troubles graves à l'ordre public ».



Twitter, 17 novembre 2017

Twitter, 1<sup>er</sup> mai 2018

## Complotisme et Gilets jaunes



Pour le chercheur en neurosciences Sebastian Dieguez, « sans le complotisme, il n'y aurait pas de mouvement des "gilets jaunes" à proprement parler »<sup>2</sup>. La fin de l'année 2018 aura en effet été marquée par le lancement des journées d'action des Gilets jaunes. Alors que le complotisme et l'antisémitisme se sont affirmés de semaines en semaines au sein du mouvement, il était possible, à l'approche de la première journée d'action du 17 novembre, de percevoir des signes avant-coureurs de cette tendance. Ainsi, à Charleville-Mézières, le journal *L'Union* s'intéressait par exemple à la page Facebook d'un animateur local du mouvement. Une photographie montrait l'individu en train d'exécuter une « quenelle » – signe de ralliement des partisans et compagnons de route de Dieudonné M'Bala M'Bala – sur le monument aux victimes des persécutions antisémites de Mézières.

Sur son profil Facebook, une autre photo montrait cet homme effectuant le même geste aux côtés de Dieudonné M'Bala M'Bala en personne. Un des leaders du mouvement avait alors relativisé : « Tout le monde est le bienvenu du moment qu'on se bat tous pour la même chose. » Le soutien de certains individus au mouvement, tel que le militant antisémite Hervé Ryssen, augurait à cet égard le pire. Le 22 décembre, à Montmartre, des manifestants Gilets jaunes entonneront un « chant de la quenelle »<sup>3</sup>.

La mobilisation des Gilets jaunes a été propice à la circulation de fausses informations, de photographies décontextualisées et de montages grossiers. Fausse agression

par les CRS d'un homme en fauteuil roulant, détournement de la manif post-*Charlie Hebdo*, fausse marée humaine sur l'autoroute... Les infos ont vite abondé et ont été partagées sur les réseaux sociaux. Rapidement, des personnalités-clés de la complosphère – et notamment de la mouvance dite de la « Dissidence » – ont pris fait et cause pour le mouvement des Gilets jaunes, s'affichant parmi les manifestants ou revêtant un gilet jaune. Ce fut le cas d'Alain Soral, de Dieudonné M'Bala M'Bala, de Salim Laïbi (*alias* « Le Libre Penseur » ou « LLP »), d'Hervé Ryssen, de Marion Sigaut, d'Etienne Chouard, de Stéphane Blet ou de militants d'ultra-droite tels qu'Yvan Benedetti et Alexandre Gabriac.

Face à ces affichages sulfureux et aux convictions de certains porte-paroles improvisés du mouvement, le Service central du renseignement territorial (SCRT) a perçu assez tôt des « signaux alarmants », évoquant dès l'origine du mouvement la présence de citoyens « sensibles aux thèses complotistes et de l'extrême droite ».

Une vidéo prise au péage de Poussan (Hérault) sur l'A9 et postée sur Facebook le 1er décembre 2018 sur la page des Gilets jaunes du Bassin de Thau montre très nettement un « Mort aux francs-maçons » peint sur la chaussée<sup>4</sup>.

Une pancarte « Bilderberg on arrive » – allusion au groupe de Bilderberg, objet de tous les fantasmes complotistes depuis des décennies – a été installée sur un rond-point situé sur la commune de Saint-Romain-de-Popey (Rhône),

2 - *Bonpourlatete.com*, 18 décembre 2018. 3 - *L'Obs*, 22 décembre 2018. 4 - *Conspiracy Watch/Twitter*, 20 décembre 2018.

à l'intersection de la sortie 35 et de la nationale 7 le 18 décembre 2018. Le même jour, une banderole antisémite et antimaçonnique portant l'inscription « Macron = Drahi = Attali = Banques = Medias = Sion » a été déployée de manière éphémère sur le même rond-point<sup>5</sup>.

Le samedi 1er décembre 2018, en marge de l'« Acte III » des Gilets jaunes à Paris, Dieudonné M'Bala M'Bala a symboliquement donné rendez-vous à ses fans rue Lauriston, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, faisant allusion à l'adresse du siège de la Gestapo sous l'Occupation. Ce même jour, le militant Axel Rokvam, fondateur des Veilleurs<sup>6</sup>, se faisait le porte-parole sur la chaîne Russia Today France (RT) de la thèse selon laquelle les casseurs seraient des policiers déguisés en voyous. Cette thèse dite des « agents provocateurs » a notamment été insinuée par le démographe Emmanuel Todd lors d'une émission spéciale consacrée sur France 2 au mouvement des Gilets jaunes<sup>7</sup>. Laurence Marchand-Taillade, présidente de Forces Laïques, accusait quant à elle le gouvernement d'avoir délibérément « laissé s'infiltrer » des casseurs pour « discréditer les gilets jaunes ».

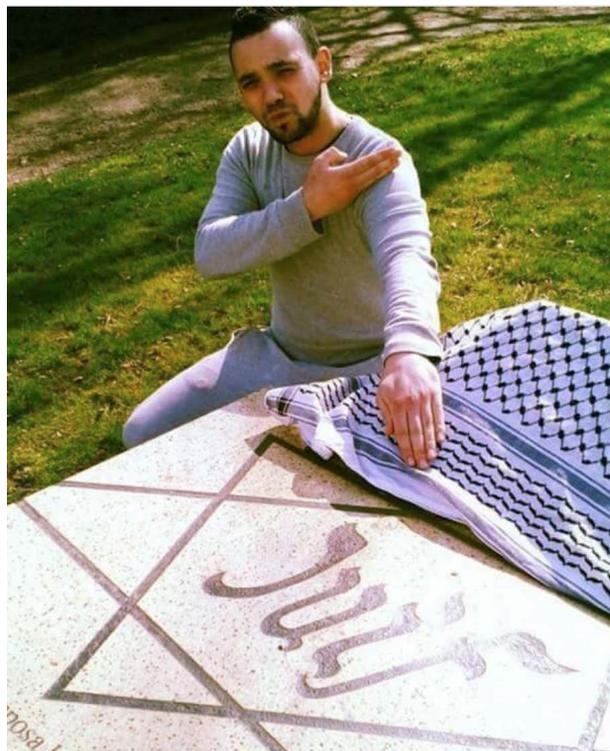
On a vu émerger au sein du mouvement des manifestations d'antisémitisme inspirées par les stéréotypes traditionnels de domination et de « lobbies juifs », censés peser de tout leur poids sur le président de la République française. Elles ont emprunté essentiellement la forme de graffitis, de menaces visant des lieux spécifiques, d'attaques sur les réseaux sociaux et de vidéos comme celle du pianiste Stéphane Blet – un proche

d'Alain Soral – exhortant les manifestants à « comprendre que le véritable ennemi, ce sont les Juifs ».

Admirateur d'Hugo Chavez, pro-Dieudonné, longtemps proche d'Alain Soral, le journaliste Vincent Lapierre a rencontré quant à lui un certain succès auprès des Gilets jaunes en raison de sa manière complaisante de couvrir les événements. N'estimant pas moins que la France est en train de basculer dans la dictature, celui qui se définit comme l'adversaire des « médias dominants » affirme que « les libertés d'informer et de s'informer sont piétinées aujourd'hui en France. » A la suite de l'intimidation à caractère antisémite d'une personne âgée dans le métro parisien, le 22 décembre au soir<sup>8</sup>, Lapierre n'a pas hésité à dénoncer sur Twitter une « fake news ».

« Qui est aujourd'hui antisémite dans l'extrême droite ? », s'est vu demander le politologue Jean-Yves Camus par *Les Inrocks*, après l'annonce d'une hausse de 69% des actes antisémites en France sur les neuf premiers mois de l'année 2018. La réponse du chercheur est claire : « Principalement la nébuleuse complotiste soralienne et dieudonniste qui propage les préjugés antisémites. » À la veille de Noël, l'historien Vincent Duclert effectuait dans le journal *Le Monde* ce diagnostic sur la dynamique en cours : « L'antisémitisme en France n'a peut-être pas encore atteint le stade de la convergence des luttes antijuives. On doit pourtant s'interroger sur cette hypothèse lorsqu'on observe cette circulation des thèmes, cette expression publique de la haine, ces procès en "enjuivement", cette violence ordinaire qu'accompagne l'expression antisémite. »

Facebook



“

*Le samedi 1er décembre 2018, en marge de l'« Acte III » des Gilets jaunes à Paris, Dieudonné M'Bala M'Bala a symboliquement donné rendez-vous à ses fans rue Lauriston, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, faisant allusion à l'adresse du siège de la Gestapo sous l'Occupation.*

”

5 - 20Minutes.fr, 21 décembre 2018. 6 - Mouvement opposé à l'union des personnes de même sexe et à l'homoparentalité.  
7 - Conspiracy Watch, 3 décembre 2018. 8 - 20Minutes.fr, 23 décembre 2018.

# Négationnisme



Depuis la parution de l'ouvrage *Nuremberg ou la Terre promise* (1948) de Maurice Bardèche, le négationnisme – courant idéologique confidentiel – a progressivement essaimé à travers le monde. Nourri par quelques figures motrices, il est aujourd'hui relayé par certains milieux de l'extrême droite mais également par un public plus large, difficilement identifiable et quantifiable, auxquels Internet et les réseaux sociaux offrent un terrain d'action, sous couvert d'anonymat, et une caisse de résonance. Si l'antisémitisme constitue l'essence du négationnisme, il existe une convergence forte entre sa démarche « ascientifique » et d'autres théories du complot. L'activité judiciaire à son sujet, qui a caractérisé l'année 2018, montre que la France n'est pas la seule à le tenir pour ce qu'il est : une entreprise de haine et une menace pour l'ordre public.

En France, la Cour de cassation a définitivement condamné Jean-Marie Le Pen, le 27 mars 2018, pour ses déclarations répétées au sujet des chambres à gaz qualifiées de « détail de l'Histoire ». La formule, reprise en octobre de la même année par la conseillère municipale Catherine Lesné (élue du Rassemblement national à Agen) sur sa page Facebook, a conduit à son exclusion immédiate du parti lepéniste et à une plainte de la LICRA et de la section du Parti socialiste d'Agen. Le 12 avril 2018, le négationniste Robert Faurisson, 89 ans, a été débouté par la cour d'appel de Paris, face à la journaliste du *Monde* Ariane Chemin qui l'avait qualifié de « menteur professionnel », de « falsificateur » et de « faussaire de l'histoire ». L'affaire avait été jugée en première instance le 6 juin 2017. Ce même 12 avril, la cour d'appel a confirmé une autre condamnation de Faurisson à 10 000 euros d'amende, pour faits de négationnisme survenus en novembre 2016.

Au Royaume-Uni, l'une des représentantes du courant négationniste, Alison Chabloz, 54 ans, a été reconnue coupable par la justice britannique d'avoir posté sur YouTube trois chansons qu'elle avait interprétées à un rassemblement d'extrême droite, à Londres. Elle y parlait de la Shoah comme d'un « amas de mensonges », d'Auschwitz comme d'un « parc d'attractions pour imbéciles » et des chambres à gaz comme d'un « canular avéré ». Cette adepte de la quenelle a été condamnée à une peine de vingt semaines de prison avec sursis, à un stage de réadaptation de vingt jours et à 180 heures de travaux d'intérêt général. Il lui a également été interdit de publier quoi que ce soit sur les réseaux sociaux pendant un an. La condamnation n'a pas manqué de soulever des témoignages de solidarité, dont celui du conspirationniste antisémite canadien Brian Ruhe, qui l'a qualifiée d'« héroïne de la liberté d'expression ».

En Allemagne, la justice a confirmé le 3 août 2018 que le fait de nier le génocide des Juifs par les nazis ne relevait pas de la liberté d'expression. Le tribunal constitutionnel avait été saisi par Ursula Haverbeck, 89 ans, figure de

proue du négationnisme allemand, condamnée à plusieurs reprises pour avoir nié la réalité de la Shoah.

L'année 2018 a par ailleurs vu la disparition du négationniste autrichien Gerd Honsik (7 avril). Né en 1941, membre d'un parti néonazi autrichien dans les années 1980, Honsik avait été condamné à plusieurs reprises pour négationnisme et incitation à la haine raciale. Sa thèse d'un plan génocidaire visant les peuples blancs d'Europe, attribué à un complot juif, a été largement diffusée au sein de l'extrême droite européenne.

Le négationniste français Robert Faurisson est décédé le 21 octobre 2018. Né en 1929, spécialiste de littérature et non historien, il avait consacré un demi-siècle de son existence à nier la réalité des chambres à gaz et du génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale allant jusqu'à écrire que « le nombre de Juifs exterminés par Hitler (ou victimes du génocide) s'élève heureusement à... zéro. » Alain Soral, Dieudonné M'Bala M'Bala, Vincent Reynouard, Hervé Ryssen ou encore Jérôme Bourbon (directeur du journal antisémite *Rivarol*) lui ont rendu hommage. Le message posté par Dieudonné M'Bala M'Bala sur Twitter a entraîné le dépôt d'une plainte à son encontre par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) pour contestation de crime contre l'humanité. Il faut noter également l'annonce par le site russe RT France de la mort du négationniste, qualifié de « chef de file des révisionnistes », une terminologie qui n'a rien de neutre.

Au-delà du relai que constituent certains individus tels Paul Craig Roberts, ancien sous-secrétaire d'État de l'Administration Reggan, parlant sur son site, en juin 2018, du négationniste britannique David Irving comme du « meilleur historien de notre temps », ces idées sont susceptibles d'influencer aujourd'hui à grande échelle. Internet et les réseaux sociaux permettent un large déploiement d'une rhétorique qui échappe, bien souvent, à toute modération, même dans les pays armés d'une législation spécifique. Il importe de rappeler à ce sujet les propos de Mark Zuckerberg, dans une interview donnée le 18 juillet 2018 (*Recode*). Le patron de Facebook a estimé que le négationnisme relevait de la liberté d'expression et ne devait pas, à ce titre, faire l'objet d'une censure. Bien qu'offensants à ses yeux, ces contenus relèvent d'abord, pour lui, de l'erreur : plutôt que de les interdire, M. Zuckerberg préconise d'opposer aux négationnistes « des bonnes paroles ».

Cette position lui a valu une réponse de l'historienne américaine Deborah Lipstadt sur le site de CNN, qui a souligné ce qu'il y avait là d'irresponsable au regard de la portée de Facebook (2,3 milliards d'utilisateurs à travers le monde) et de la motivation première des négationnistes : l'antisémitisme. Le Mémorial d'Auschwitz a aussi

## Analyse

rappelé, via son compte Twitter, que les deux ingrédients du négationnisme étaient bien la haine et l'antisémitisme.

Enfin, il faudrait rappeler que d'autres moyens qu'Internet existent pour répandre un type de discours qui ne concerne pas les seuls Juifs et qui requièrent une égale vigilance. Ainsi, deux conférences portant sur le génocide des Arméniens ont été déprogrammées : la première, à Bagnolet, devait accueillir Yves Bénard, le 31 mars 2018, soucieux de diffuser la thèse d'un « *plan d'extermination* » des Turcs orchestré par les « *miliciens armé-*

*niens* ». La seconde devait se dérouler à Dreux, le 14 avril : Yves Bénard devait partager la tribune avec Abdelaziz Chaambi, président de la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI), qui s'était distingué quelques mois plus tôt en dénonçant la main des « sionistes » derrière l'attentat contre la mosquée de Bir Al-Abeb, en Egypte (24 novembre 2017)<sup>9</sup>. Le maire de Dreux, alerté à temps, notamment par le collectif VAN (Vigilance arménienne contre le négationnisme), a refusé d'accueillir un événement dont l'affiche comportait la mention, en turc : « *Il n'y a pas eu de génocide arménien.* »

Twitter, 22 octobre 2018



**Dieudonné Officiel**  
@MbalaDieudo

#Robert

Message de Dieudonné le 22 octobre 2018 à 14 h 54 :  
"Robert Faurrisson nous a quitté, je perds un ami, un homme exceptionnel qui m a beaucoup inspiré. Je sais que la soif de vérité à laquelle il était enchaîné est à présent apaisée , elle aura fait de sa vie une œuvre incomparable. Dans un monde normal ta place serai au Panthéon. Nous ne t oublierons pas Robert. Tu es le seul pour qui je vais m imposer un devoir de mémoire."

22/10/2018 15:01

54 Retweets 145 J'aime

9 - Conspiracy Watch, 7 avril 2018. 10 - URL : [https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2018/0108/115158\\_-\\_rapport\\_02.01.2017.pdf](https://jean-jaures.org/sites/default/files/redac/commun/productions/2018/0108/115158_-_rapport_02.01.2017.pdf) Voir aussi la note d'accompagnement de Rudy Reichstadt, « Le conspirationnisme dans l'opinion publique française », URL : <http://www.conspiracywatch.info/wp-content/uploads/2018/01/le-conspirationnisme-dans-l-opinion-publique-francaise-1.pdf>

# Le thème du « complot juif »

D'après l'« Enquête sur le complotisme<sup>10</sup> » Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et *Conspiracy Watch* menée en décembre 2018, 22% des personnes interrogées adhèrent à l'idée qu'il existe un « complot sioniste à l'échelle internationale ». La centralité

de la thèse du « complot juif » (ou, de manière euphémisée, « sioniste ») dans l'imaginaire antisémite explique cette prégnance qui s'est manifestée, au cours de l'année 2018, sous des angles multiples et dans différentes ères géographiques.

## L'exemple du Labour



L'année 2018 a été marquée par des scandales à répétition au sein du Parti travailliste britannique (*Labour Party*), gangrené par des prises de position antisémites. On apprenait ainsi le 4 février dans le *Sunday Times* que la candidature de Mike Sivier aux élections municipales de 2017 avait été écartée par le *Labour* en raison de plusieurs propos jugés antisémites, négationnistes ou complotistes. Après le lancement d'une enquête interne sur l'antisémitisme en avril 2016, des voix se sont fait entendre, notamment au sein du *Jewish Labour Movement*, pour douter de la sincérité du ménage entrepris au sein du parti. Et pour cause : le parti a continué de se faire épingle à plusieurs reprises au cours de l'année pour ses atermoiements sur ce chapitre.

Damien Enticott, un élu travailliste de Bognor Regis (Ouest de l'Angleterre), a été suspendu du parti pour avoir partagé sur Facebook, le 27 juillet 2018, un post violemment antisémite accusant les Juifs de boire le sang des bébés. Damien Enticott a assumé être l'auteur du post et d'autres du même type tout en affirmant qu'il était « antisioniste, pas antisémite »<sup>11</sup>. Le chef du *Labour*, Jeremy Corbyn, a fini par admettre lui-même l'existence d'un « réel problème d'antisémitisme » au sein de son parti, dans une tribune paru dans le journal *The Guardian*, le 4 août<sup>12</sup>.

Sa volonté d'« éliminer l'antisémitisme du parti et [de] restaurer la confiance » a été rapidement mise à rude épreuve. Le 19 août, Chris Williamson, député travailliste proche de Jeremy Corbyn, a exprimé son intérêt

pour les analyses de Vanessa Beeley, une bloggeuse évoluant dans la mouvance dite de la Dissidence et habituée des sorties complotistes. Celle qui intervient comme experte dans les médias pro-Kremlin avait notamment déclaré, en 2015, après les attaques de *Charlie Hebdo* et du 13-Novembre, que « les sionistes dirigent la France »<sup>13</sup> (avant d'intervenir, deux ans plus tard, à un meeting de campagne de François Asselineau, candidat de l'Union populaire républicaine à l'élection présidentielle). Un important leader syndical proche de Jeremy Corbyn, Mark Serwotka, s'est exprimé au sujet de l'antisémitisme au *Labour* lors d'une réunion publique organisée par le groupe Palestine Solidarity Campaign, en marge de la conférence du *Trades Union Congress* (TUC). Le syndicaliste a expliqué que cette controverse avait été créée par l'État d'Israël pour faire diversion. Prenant soin de dénoncer l'antisémitisme et de se démarquer de toutes formes de complotisme, M. Serwotka n'en a pas moins affirmé que « l'une des meilleures manières [...] de cacher les atrocités qu'on commet est de passer à l'offensive et de créer une histoire qui n'existe pas »<sup>14</sup>.

Sur Facebook, Mohammed Pappu, 26 ans, conseiller du district londonien Tower Hamlets et « étoile montante du *Labour* », a partagé des contenus accusant le Royaume-Uni d'attaquer la Syrie pour y « installer une banque Rothschild » ou affirmant qu'Israël est derrière les attentats du 11-Septembre, de Londres ou de Paris<sup>15</sup>. M. Pappu a été suspendu du parti le temps qu'une enquête soit menée. John Biggs, maire de Tower Hamlets,

### Ken Loach : un rapport ambigu à l'antisémitisme

Le 26 avril 2018, l'Université libre de Bruxelles (ULB) a décerné le titre honorifique de « docteur honoris causa » au réalisateur britannique Ken Loach. Le Centre Communautaire Laïc Juif de Belgique (CCLJ) avait publié sur son site, le 9 avril, un communiqué d'un collectif « Collectif Ken Loach docteur honoris causa – not in our name », s'alarmant que le prestigieux insigne soit remis à celui dont le rapport ambigu à la question de l'antisémitisme a plusieurs fois fait polémique. Début avril 2018, il a ainsi réclamé l'expulsion du *Labour* de députés travaillistes s'étant joints à une manifestation contre l'antisémitisme<sup>19</sup>.

11 - *Conspiracy Watch*, 30 juillet 2018. 12 - *Le Nouvel Observateur*, 4 août 2018. 13 - *The Times of Israel*, 23 août 2018. 14 - *The Independent*, 14 septembre 2018 ; *The Times of Israel*, 16 septembre 2018. 15 - *thetimes.co.uk*, 11 octobre 2018.

a approuvé la réaction du *Labour* et affirmé l'incompatibilité entre ces vues et le fait d'être membre de cette formation politique<sup>16</sup>.

Chris Williamson a apporté son soutien au saxophoniste « antisioniste » Gilad Atzmon, complotiste assumé évoluant dans la mouvance soralo-dieudonniste, qui avait en outre rendu hommage à Robert Faurisson. Williamson a tweeté une pétition pour défendre Atzmon avant de supprimer son message, arguant du fait qu'il n'était pas au courant des positions antijuives du

musicien. Le *Jewish Labour Movement* a néanmoins demandé à Jeremy Corbyn de le suspendre en raison de ses provocations répétées contre les Juifs<sup>17</sup>.

Signalons en outre que des propos conspirationnistes de Jeremy Corbyn lui-même, tenus en 2012, et qui étaient restés inaperçus à l'époque, ont resurgi en juillet 2018 dans le *Guardian*. Sur la chaîne de la télévision d'État iranienne, PressTV, Corbyn attribuait à Israël un attentat djihadiste perpétré contre un poste-frontière dans le Sinaï, en Égypte<sup>18</sup>.

## Ailleurs en Occident



Sous une toute autre latitude mais dans un esprit identique, Louis Farrakhan, leader de l'organisation américaine suprématiste noire *Nation of Islam*, a prononcé le 25 février 2018 un discours public à Chicago, à l'occasion du *Saviour's Day*<sup>20</sup>. Il s'est livré en cette occasion à de multiples attaques antijuives, accusant notamment les Juifs de contrôler le gouvernement, le FBI, Hollywood, d'utiliser la marijuana pour féminiser les hommes noirs ou encore d'être les inventeurs de l'apartheid. La présence de Tamika D. Mallory, l'une des leaders de l'organisation *Women's March*, à cet événement, a suscité un vif débat outre-Atlantique sur la complaisance d'une partie du mouvement social à l'égard de l'antisémitisme.

Le mythe antisémite des Rothschild continue de cristalliser les fantasmes à travers le monde. A notamment circulée l'info selon laquelle la Hongrie était devenue « le premier pays européen à interdire officiellement à toutes les banques Rothschild d'opérer ». De nombreux articles aux relements complotistes ou antisémites l'avaient reprise à leur compte, dont Al-Manar, le groupe de presse de l'organisation chiite libanaise Hezbollah. En réalité, comme l'a montré l'AFP, l'information assimilait de façon absurde le Fonds monétaire international (FMI) aux banques Rothschild, avant de mettre en évidence la fausseté de l'affirmation selon laquelle le FMI aurait été interdit d'opérer en Hongrie.

La légende noire constituée autour de la personne de George Soros, notamment du fait de son engagement philanthropique en faveur du soutien aux migrants, peut apparaître comme une des réactualisations du mythe « Rothschild » : celui du ploutocrate juif qui entreprend de dominer le monde.

Ainsi, quatre jours après les élections législatives hongroises qui ont vu s'imposer une nouvelle fois le camp du Premier ministre sortant Viktor Orbán, Figyelő, un hebdomadaire réputé proche du pouvoir, a publié une liste de deux cents noms de personnalités supposées travailler pour le compte du milliardaire américain, suscitant des réactions hystériques chez ses lecteurs.

Aux États-Unis, la chaîne Fox News s'est également prêtée à la diffusion de théories du complot mettant en cause, sans preuve, la prétendue influence de Soros dans l'organisation de la « caravane des migrants »<sup>21</sup>. En France, le journal *Valeurs actuelles* a consacré l'une de ses unes à George Soros, présenté comme « le milliardaire qui complotte contre la France »<sup>22</sup>. On aura constaté, au cours de la crise des Gilets jaunes, le succès de cette même rhétorique, faisant du Président de la République Emmanuel Macron la marionnette des Rothschild.



L'Anti-Defamation League (ADL) a souligné avec justesse la dimension antisémite des théories du complot visant le milliardaire américain d'origine hongroise. « S'il y a jamais eu un homme qui incarne le stéréotype du

conspirateur mondial sioniste bolchevik judéo-ploutocratique, c'est bien moi », avait déclaré Soros lui-même dans un livre d'entretien paru en 1995. Prise au premier degré, la phrase a été postée par Cesar Sayoc, le suspect arrêté et inculpé dans l'affaire des colis piégés envoyés en octobre 2018 à des personnalités anti-Trump ou à des membres du Parti démocrate, parmi lesquelles George Soros, Hillary Clinton, Barack Obama ou encore l'acteur Robert De Niro.

16 - eastlondonadvertiser.co.uk, 11 octobre 2018. 17 - *The Guardian*, 21 décembre 2018. La suspension est intervenue le 27 février 2019. 18 - *Conspiracy Watch*, 30 juillet 2018. 19 - *Conspiracy Watch*, 11 avril 2018. 20 - Célébration annuelle de la naissance du fondateur, Wallace Fard Muhammad 21 - La « caravane des migrants » est un groupe de plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, parti à pied du Honduras à la mi-octobre 2018, pour rejoindre les États-Unis. 22 - *Conspiracy Watch*, 12 mai 2018.

## Dans le monde arabe



Il faut souligner le succès non démenti des *Protocoles des Sages de Sion*, célèbre faux antijuif, qui continue à servir de grille de lecture aux prêcheurs de haine. Le site *Memri.fr* (Institut de recherche des médias du Moyen-Orient) se révèle à ce titre une source des plus précieuses pour en vérifier l'actualité. La chaîne saoudienne Wesal a diffusé le 21 mars 2018 une interview du cheikh Al-Humayd, professeur d'études du Hadith à l'université du Roi Saoud de Riyad. L'universitaire a souligné la valeur des *Protocoles* et déclaré que les films produits par Hollywood et la « concurrence fiévreuse destinée à maintenir la population occupée avec les arts, les sports, le théâtre et le cinéma » montraient bien que son programme était en cours d'application.

Autre exemple : lors d'un sermon du vendredi à Khartoum (Soudan), diffusé sur Sudan TV le 7 décembre 2018, le cheikh Mohammed Tannoun a évoqué *Les Protocoles des Sages de Sion*, déclarant que les Juifs veulent contrôler le monde par le biais de leur religion. Il les a accusés d'être à l'origine de toutes les guerres dans l'Histoire et de ne pouvoir vivre que dans une atmosphère de corruption, de guerre et de troubles. Le cheikh a conclu son sermon par une prière à Allah pour l'anéantissement des Juifs.

L'année 2018 marque en outre le trentième anniversaire de la charte fondatrice du Hamas (18 août 1988) qui fait explicitement référence, dans son article 32, aux *Protocoles des Sages de Sion*.

Il n'est pas nécessaire de citer ouvertement les *Protocoles* pour verser dans ce complotisme. Le 27 février 2018, l'agence de presse palestinienne en ligne, Ma'an News, a publié un article de Mustafa Al-Lidawi, ancien responsable du Hamas<sup>23</sup>, affirmant que les Juifs avaient coutume d'utiliser le sang de non-Juifs pour préparer les pâtisseries de la fête de Pourim. Prenant pour argent comptant ces accusations de crimes rituels qui remontent au Moyen-Age, Al-Lidawi explique dans son article que « la mentalité des Juifs et cette nature ancienne n'a pas changé. Car ils ont façonné leur joie à l'aide du sang des autres, organisé leurs célébrations malgré les soupirs et les gémissements des victimes qu'ils ont torturés, et fondé leur bonheur sur le chagrin des autres. »

Dans une interview diffusée le 6 mars sur Echorouk TV, chaîne généraliste privée située à Alger, la député algé-

rienne Naïma Salhi du Parti de l'équité et de la proclamation (PEP, islamiste) a alerté contre un éventuel retour des Juifs au Maghreb. Affirmant « qu'il existe un plan infernal visant à diviser l'Algérie [...] pour créer une deuxième entité sioniste – un prétendu "État israélien" – au Maghreb », elle a notamment soutenu l'idée qu'il existait un plan juif de conquête du monde.

Dans une interview postée sur YouTube le 9 mai, une chercheuse koweïtienne, Aisha Rshed, a expliqué que l'Iran était un instrument de la « franc-maçonnerie sioniste », créé pour détruire le monde arabe et l'Islam. Elle a également affirmé que le Hamas avait été créé par le Mossad.

En Syrie, Haitham Al-Maleh, chef du département juridique de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne s'est exprimé sur la chaîne irakienne basée en Turquie Al Qanat 9, le 5 février 2018. Ce fut l'occasion pour lui de revenir sur l'attaque terroriste du 11-Septembre dont les auteurs seraient, selon ses dires, le Mossad et la CIA. Parmi les déclarations d'Al-Maleh, on retiendra ce propos, qui réactive une accusation infondée apparue très peu de temps après les attentats : « Savez-vous que les Juifs – y compris l'un des propriétaires des tours, qui a un bureau là-bas – ne se sont pas présentés le jour de l'événement ? Aucun des Juifs qui travaillaient dans les tours du World Trade Center n'est venu travailler le 11-Septembre. »

Au regard de l'actualité propre du djihadisme international et du terrorisme islamiste, à l'heure de la mondialisation de l'information caractérisée par le poids des réseaux sociaux dans la diffusion des messages de haine, de telles déclarations ne peuvent être regardées comme des élucubrations fantaisistes qui n'auraient qu'un lointain écho. Il serait peu raisonnable de déconnecter ces provocations à la haine des caractéristiques de l'antisémitisme actuellement dominant, celui qui emprunte, comme l'a souligné Pierre-André Taguieff dans *Le Monde* du 29 mars, les traits d'une « judéophobie islamisée ». Le chercheur rappelle à ce titre l'importance des thèmes conspirationnistes dans cette nouvelle vulgate antijuive : « On y rencontre des préjugés et des stéréotypes négatifs "classiques" – autour du pouvoir, de la richesse et de la manipulation –, qui prennent un sens nouveau par leur intégration dans la vision du monde islamo-révolutionnaire en voie de formation. »

“

*Ce fut l'occasion pour lui de revenir sur l'attaque terroriste du 11-Septembre dont les auteurs seraient, selon ses dires, le Mossad et la CIA.*

”

23 - Mouvement islamiste palestinien figurant sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne, principalement actif dans la bande de Gaza

# Politique et complotisme

De nombreux observateurs ont pointé, au cours de l'année 2018, la stratégie de désinformation et l'arme du doute utilisées par certains États pour exploiter les divisions des sociétés démocratiques, notamment dans le contexte du conflit syrien. « *La vérité est d'autant plus difficile à établir que l'enfouir, la dissimuler, la contrer, la nier, voire la détruire, fait à présent partie des armes de guerre des puissances non démocratiques* », explique Sylvie Kauffmann dans le journal *Le Monde*. C'est aussi au sujet de l'« *industrie du doute* » qu'a alerté Laurent Joffrin dans *Libération* : « *La vérité est une et l'erreur*

*multiple : les propagandistes jouent donc le nombre contre la raison.* » C'est pourtant le président d'un vieux pays démocratique – les États-Unis – qui a pris pour habitude de qualifier de *fake news* toute couverture médiatique n'ayant pas l'heur de lui plaire. Le terme a été rapidement repris à leur compte par les dirigeants autoritaires de différents pays. C'est ce que rappela Emma Daly, directrice de la communication à *Human Rights Watch*, dans un appel à mieux protéger les journalistes dans le monde qui, fut lancé à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2018.

## Russie



La Russie joue un rôle particulièrement important dans ce domaine. En mars 2018, le documentariste Antoine Vitkine (qui avait enquêté sur Vladimir Poutine) expliquait dans une interview au sujet du gouvernement russe que « *tout ce qui est bon pour diviser, et donc affaiblir les sociétés occidentales, est utile, par l'utilisation du "soft power", de la propagande, des réseaux sociaux, par les ingérences politiques, le soutien à des forces protestataires à l'extrême droite ou à l'extrême gauche* »<sup>24</sup>. Liz Wahl, ancienne journaliste à *Russia Today*, estimait pour sa part que le Kremlin utilise les théories du complot pour déstabiliser les démocraties occidentales.

L'année 2018 a offert de multiples occasions de vérifier la validité de ces propos, notamment dans le cadre de l'affaire de l'ex-espion russe Skripal, victime avec sa fille d'un empoisonnement sur le sol britannique. À l'occasion d'une réunion organisée à Moscou le 21 mars par le ministère des Affaires étrangères, un haut responsable de la diplomatie russe, Vladimir Ermakov, a insinué devant l'ensemble des diplomates en poste dans la capitale que les autorités britanniques pourraient avoir une responsabilité dans l'empoisonnement des Skripal. Les mêmes insinuations ont visé les États-Unis<sup>25</sup>. Ce cynisme politique a été dénoncé, notamment par Lord Robert Skidelsky, membre de la Chambre des Lords britanniques : dans une interview au journal suisse *Le Temps*, le 26 mars, qui a parlé au sujet de la Russie – dont il est originaire – d'une « *vision conspirationniste du monde* », évoquant le recours institutionnalisé à la désinformation : « *Je sais comment fonctionne mon gouvernement [britannique, ndlr]. Il n'est pas angélique, mais il n'irait pas tuer des*

*centaines de personnes pour ensuite en faire porter la responsabilité à la Syrie ou à la Russie, comme disent aujourd'hui Moscou ou Damas [...]. La Russie a des médias entièrement sous contrôle. Il n'y a pas de journaux indépendants ayant un tirage significatif. Il n'y a pas de journalisme d'investigation. À l'inverse, les mensonges sur l'Irak ont été révélés rapidement, car nos sociétés sont ouvertes, les médias sont libres. Il y a un prix à ce mensonge pour nos gouvernements, c'est dissuasif. [...] Dans une démocratie, il faut croire aux mécanismes de correction qui n'existent pas dans un système autoritaire. Ils vont fonctionner tôt ou tard. Si on n'y croit plus, il n'y a plus de différence morale entre les deux systèmes.* »

Les médias russes ont réagi vivement à la mise en cause de la Russie en recourant sans hésiter aux théories du complot. La stratégie de désinformation du Kremlin est notamment passée par la diffusion de multiples versions des faits, dont certaines contradictoires, afin de brouiller la lecture des événements et de noyer le citoyen dans les conjectures. L'identification d'un des suspects de cette affaire d'empoisonnement, un colonel du GRU (le renseignement militaire russe), a fait s'écrouler les diversions russes<sup>26</sup>. Du moins en théorie car cette révélation a peu ébranlé le Kremlin qui peut compter sur de multiples relais dans son travail de désinformation. Des analystes étrangers, à l'instar du blogueur conspirationniste Craig Murray, figure de la sphère anglophone, sont régulièrement médiatisés par la chaîne russe RT ainsi que par les sites et blogs favorables à Moscou. Leurs discours consistent à nier l'évidence et à tenter de discréditer les enquêtes qui contrarient la version officielle russe<sup>27</sup>.

24 - Le professeur américain Joseph Nye avait forgé en 1990 le concept de *soft power* pour désigner la manière douce, à l'instar de la séduction culturelle, par laquelle les États-Unis entendaient dorénavant l'emporter sur leurs adversaires. Après la Guerre froide, cette stratégie venait se substituer à celle frontale et militaire du *hard power*. Deux chercheurs de la fondation National Endowment for Democracy, Christopher Walker et Jessica Ludwig, ont forgé un autre concept pour caractériser la stratégie d'influence actuelle des Russes et des Chinois, celui de *sharp power* : une propagande reposant sur la subversion, l'intimidation et la pression, « *destinée à miner de l'intérieur des démocraties occidentales jugées décadentes et donc vulnérables* » (*France Culture*, 1<sup>er</sup> juin 2018). 25 - *La Presse*, 21 mars 2018. 26 - *Bellingcat*, 26 septembre 2018. 27 - *Conspiracy Watch*, 4 octobre 2018.

## Affaire du vol MH17 : la « technique du foisonnement »

Le jeudi 24 mai 2018, les conclusions de l'enquête internationale sur la catastrophe du vol MH17, abattu le 17 juillet 2014 au-dessus de l'Ukraine, ont été rendues publiques. La destruction de l'appareil avait fait 298 victimes, dont 80 enfants, en majorité des Néerlandais. À l'époque, le premier réflexe des pro-Kremlin avait été d'agiter la théorie du complot. Il a été annoncé que le missile provenait d'une brigade antiaérienne basée en Russie, sans que ne soit toutefois précisé qui l'avait tiré. La diplomatie russe a, sans attendre, contesté ces conclusions, dénonçant des preuves « falsifiées »<sup>28</sup>. Quatre ans après les faits, le *Moscow Times* a interrogé sept personnes choisies au hasard devant l'ambassade des Pays-Bas à Moscou. Leurs avis sur les responsabilités dans cette affaire sont la meilleure illustration de la toxicité de la désinformation complotiste et de sa capacité à semer la confusion entre fiction et réalité. Les médias russes ont, en effet, multiplié depuis quatre ans les versions les plus douteuses de l'attentat, contribuant à rendre inaudibles les conclusions des enquêtes les plus sérieuses<sup>29</sup>.

## Syrie



Le 7 avril 2018 eut lieu une attaque chimique à Douma, à proximité de Damas, qui fut l'occasion d'une désinformation massive menée par la Syrie et son allié russe. Tandis que, dans un document rendu public le 14 avril, « la France estime que, sans doute possible, une attaque chimique a été conduite contre des civils à Douma le 7 avril 2018, et qu'il n'existe pas d'autre scénario plausible que celui d'une action des forces armées syriennes dans le cadre d'une offensive globale dans l'enclave de la Ghouta orientale », la Russie accuse le Royaume-Uni et, plus subrepticement, son allié américain, d'avoir « mis en scène » cette attaque avec l'aide des Casques blancs, une ONG humanitaire intervenant dans les zones contrôlées par les rebelles syriens. Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a affirmé vendredi 13 avril disposer de « preuves irréfutables » de l'implication de services secrets étrangers dans cette prétendue manipulation<sup>30</sup>. Des accusations qui s'inscrivent dans le droit fil de celles déjà formulées par le Kremlin lors des attaques chimiques perpétrées à la Ghouta en août 2013 et à Khan Cheikhoun en avril 2017.

La thèse complotiste faisant des Occidentaux les coupables et pointant la compromission des Casques blancs a été diffusée par les relais habituels du gouvernement russe, dont Sputnik France<sup>31</sup>. Une vidéo montrant des enfants syriens faisant semblant de suffoquer et de s'évanouir a notamment été relayée sur les réseaux sociaux par les pro-Assad. Il s'est avéré que la vidéo originale datait de 2013 et consistait en un exercice de simulation visant à alerter sur les conséquences des attaques chimiques<sup>32</sup>. D'autres images détournées ont circulé, provenant directement du tournage d'un film dont la réalisation a été soutenue par le ministère de la Culture syrien<sup>33</sup>.

Ce travail de désinformation a ses relais. Alors qu'Emmanuel Todd expliquait sur *France Culture*, le 14 avril

2018 au matin, qu'il avait « dû aller sur le site de *Russia Today France*, le truc russe, pour comprendre à peu près ce qu'il se passait en Syrie », le journaliste Oliver Kamm du *Times* rappelait sur Twitter, le 17 avril, les états de service de Jim Jatras, archétype des pseudos-experts pullulant sur cette chaîne de télévision du gouvernement russe. Jatras avait déjà eu l'occasion de briller par son incompetence notoire et sans scrupule au procès de Slobodan Milosevic, comme témoin de la défense. Il intervenait cette fois sur la chaîne russe en tant qu'expert des affaires internationales, relayant les *fake news* et défendant les intérêts russes.

En France, les attaques chimiques en Syrie ont pu être mises en doute par diverses personnalités politiques. À la tribune de l'Assemblée nationale, le 16 avril, José Evrard, ex-militant communiste, ancien adhérent du Front national qui a rejoint le parti de Florian Philippot (Les Patriotes), a affirmé que les preuves de l'usage d'armes chimiques par l'armée syrienne « n'existent pas ». Le député a officiellement soupçonné la France d'avoir fondé son opération militaire « sur des témoignages provenant des réseaux sociaux ». Éliane Assassi (PCF) a posé la question au ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian : « Pouvez-vous nous garantir que la source n'émane pas d'autres services de gouvernement ? ». Le ministre a assuré que la France disposait de renseignements pouvant établir que « ce sont des officiers du régime syrien qui coordonnaient l'emploi de ces armes ». Les réseaux sociaux jouent donc un rôle crucial dans le conflit syrien en matière d'information et de désinformation ; certains pseudo experts également.

Grand reporter depuis quarante ans pour le journal anglais *The Independent*, Robert Fisk a longtemps été reconnu comme un grand de la profession par ses pairs, avant de voir sa crédibilité entamée par des prises

28 - *Le Point*, 25 mai 2018. 29 - *Conspiracy Watch*, 27 juillet 2018. 30 - *L'Obs*, 13 avril 2018. 31 - *Ibidem*.  
32 - *Les Observateurs (France 24)*, 11 avril 2018. 33 - *AFP*, 17 avril 2018.



## *Le lauréat du prix Pulitzer (1970) Seymour Hersh s'est fait le relais de l'intox de la petite Syrienne qui aurait été sauvée plusieurs fois.*



de position systématiquement hostiles à l'Occident. Le journaliste britannique s'est rendu dans la ville de Douma d'où il a rapporté la certitude qu'il n'y avait pas eu d'attaque chimique le 7 avril. Ses conclusions ont été relayées par les médias gouvernementaux russes et par les partisans de Bachar el-Assad. Le site de *fact-checking* américain Snopes a analysé et remis en cause le détail d'un reportage qui fournit une couverture particulièrement précieuse au régime de Bachar el-Assad et à ses alliés<sup>34</sup>. Faisant fi de la déontologie journalistique dans sa couverture du conflit, Fisk ne semble pas gêné par le fait d'interroger des témoins surveillés par la police ou l'armée syriennes. Si son activité lui vaut aujourd'hui d'un côté les critiques acerbes de nombre de ses confrères, il reçoit de l'autre les éloges des médias russes gouvernementaux.

Vanessa Beeley est une blogueuse que le média russe *Russia Today* (RT) présente comme une « *journaliste et chercheuse indépendante* ». Adeptes de quelques-unes des théories du complot les plus en vogue, du 11-Septembre aux attentats qui ont ensanglanté la France en 2015, elle est une contributrice du site conspirationniste américain 21stCenturyWire. Soutien de François Asselineau à l'élection présidentielle de 2017, Vanessa Beeley s'était affichée en 2014 aux côtés de Dieudonné M'Bala M'Bala et des figures de la complosphère francophone la plus sulfureuse. Elle travaille aujourd'hui à jeter le discrédit sur l'action des Casques blancs<sup>35</sup>.

Le lauréat du prix Pulitzer (1970) Seymour Hersh s'est fait le relais de l'intox de la petite Syrienne qui aurait été sauvée plusieurs fois<sup>36</sup>. Alors que les faits ont été réfutés depuis près de deux ans, le journaliste, aux méthodes et déclarations déjà controversées ces dernières années, les a repris à son compte sur la chaîne *Russia Today*, le 30 juin 2018. Il faut rappeler que les images du sauvetage ont servi à mettre en cause les Casques blancs. De nombreux internautes, partisans de Bachar el-Assad et de Vladimir Poutine, cherchent à ternir l'image positive dont jouit cette Organisation de la défense civile syrienne qui porte secours aux victimes sur les lieux des combats. Plusieurs vidéos amateurs ont été utilisées pour accréditer la thèse conspirationniste selon laquelle les Casques blancs collaboreraient avec les groupes djihadistes.

À la suite d'un sujet diffusé le 13 avril 2018 « *contestant la réalité des attaques à l'arme chimique dans la région*

syrienne », la chaîne *Russia Today* France a finalement été avertie le 28 juin par le Conseil supérieur de l'audio-visuel (CSA) pour des « *manquements à l'honnêteté, à la rigueur de l'information et à la diversité des points de vue* ». Dans cette mise en demeure, décision préalable à une éventuelle sanction, l'instance a pointé le fait que « *la traduction orale des propos tenus par un témoin syrien ne correspondait en rien à ce qu'il exprimait à l'antenne* »<sup>37</sup>.

D'autres infox ont circulé comme celle selon laquelle la présence de fusils d'assaut français FAMAS en zone irako-syrienne prouverait que la France arme des groupes impliqués dans le conflit et principalement les islamistes. Tel est l'argument clé d'une propagande issue des milieux proches du régime de Damas, de l'extrême droite et de la complosphère. Dans *France-Soir*, Marc de Helle, observateur de la prolifération des armements, a analysé les ressorts d'une désinformation à laquelle participent activement *Égalité & Réconciliation*, Thierry Meyssan ou encore le compte Twitter Novorossia<sup>38</sup>.

On a pu également entendre au sujet de la Syrie les troublants éloges d'un ancien ministre des Transports sous Nicolas Sarkozy (2010-2012), membre honoraire du Parlement aujourd'hui rallié au Rassemblement national de Marine Le Pen : Thierry Mariani s'est rendu à plusieurs reprises en Syrie où il a, plusieurs fois également, rencontré le président Bachar el-Assad (en novembre 2017, il s'émerveillait de la propreté des rues de Damas, «  *finalement bien plus propres que nos rues de Paris en fin de journée !* »). À l'occasion de l'offensive contre la ville d'Idlib, ultime bastion rebelle de la Syrie en guerre, l'homme politique s'est fendu d'un message de soutien et de remerciement aux soldats de l'armée syrienne, accusant sans preuve l'Occident d'avoir armé et soutenu les « *terroristes islamistes* ».

Avec l'offensive sur cette ville, les médias pro-Kremlin ont mis en route une intense campagne médiatique prévenant de l'imminence d'une attaque chimique conduite par les rebelles. Sur son compte Twitter, l'historien et politologue Jonathan Piron a évoqué dans un *thread* la technique de désinformation couplée à la saturation, utilisée par ces médias. Le chercheur a ainsi pu dénombrer la publication de trente-cinq articles en un mois sur ce sujet.

34 - Snopes, 21 avril 2018. 35 - *Conspiracy Watch*, 29 avril 2018. 36 - L'infoc mettait en cause une fillette syrienne, sauvée des décombres d'un bombardement à Alep, apparaissant sur trois photos différentes où elle était sur chacune d'elle portée par un homme différent. 37 - *Europe 1*, 28 juin 2018. 38 - *France-Soir*, 30 août 2018



Twitter, 7 septembre 2018

## Venezuela, Iran, Soudan, Turquie...



La désignation d'ennemis extérieurs constitue une stratégie politique pratique, visant à reporter les responsabilités de la faillite intérieure d'un État sur des puissances étrangères. En la matière, les États-Unis et Israël demeurent des épouvantails de premier ordre.

Le 20 mai 2018, le président vénézuélien Nicolás Maduro a été réélu avec près de 68% des voix et une abstention record de 54%, au terme d'un processus électoral boycotté par l'opposition et critiqué pour son absence de garanties démocratiques par les États-Unis, l'Union européenne et l'Organisation des États américains. Lors de sa prestation de serment devant l'Assemblée constituante, un organe exclusivement composé de ses partisans et créé à l'été 2017 dans le but de court-circuiter un Parlement qui lui était hostile, le chef de l'État vénézuélien a dénoncé une nouvelle fois une «conspiration» américaine contre son pays<sup>39</sup>. Il faut souligner que l'utilisation de l'alibi du complot par le régime en place pour expliquer la grave crise politique, économique et humanitaire du pays, est récurrente<sup>40</sup>. Déjà, le 5 avril 2018, Nicolás Maduro avait accusé Emmanuel Macron d'être un «pantin de la politique de Trump» et un «tueur à gages de l'oligarchie chargé de détruire les droits sociaux du peuple français». Nicolás Maduro s'était exprimé ainsi après que le président de la République française a estimé que le Venezuela ne permettrait pas la tenue d'«un scrutin libre et juste» et que la France était prête, aux côtés de ses partenaires européens, à accroître sa pression sur ce pays<sup>41</sup>.

L'alibi du complot est revenu quand Nicolás Maduro, après avoir échappé à un attentat le 4 août 2018, a multiplié les accusations à l'encontre de son homologue colombien, le président Juan Manuel Santos. Avec une énorme inflation et la crise de subsistance que connaît le pays, il est commode pour le président vénézuélien de désigner un complot ourdi contre son régime de la part d'un pays voisin avec lequel les relations diplomatiques sont profondément dégradées<sup>42</sup>.

En Iran, au lendemain de l'attaque d'Ahvaz (22 septembre 2018) contre un défilé militaire, qui a fait 29 morts et 57 blessés, les autorités iraniennes ont accusé les Saoudiens et les Occidentaux de complaisance et de soutien au terrorisme. Si l'attaque a été revendiquée par le groupe État islamique, qui entendait répondre à l'action de l'Iran dans la région, trois diplomates européens, danois, néerlandais et britanniques, se sont vus convoquer par la diplomatie iranienne qui a protesté contre le fait que leurs pays respectifs «abrit[ai]ent certains membres du groupe terroriste ayant perpétré l'attaque terroriste». Le Guide suprême de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a dénoncé sur son site web un «crime [qui] est une continuation des complots des États de la région qui sont les marionnettes des États-Unis»<sup>43</sup>. Le ministre des affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, a pour sa part accusé dans un tweet «les parrains régionaux du terrorisme et leurs maîtres américains [d'être] responsables de telles attaques»<sup>44</sup>.

39 - Libération/AFP, 24 mai 2018. 40 - Huffington Post, 10 août 2017. 41 - Europe 1, 5 avril 2018. 42 - France Inter, 6 août 2018. 43 - Reuters, 22 septembre 2018. 44 - Le Figaro, 23 septembre 2018

Au Soudan, les manifestations contre la hausse du prix du pain ont fait plusieurs morts dans des affrontements avec les forces de l'ordre depuis le début d'un mouvement de contestation contre le pouvoir le 19 décembre 2028. Le chef des services de renseignement soudanais, Salah Gosh, s'est exprimé lors d'une conférence de presse, le 21 décembre, et a accusé des individus liés à Israël et récemment arrivés au Soudan via Nairobi (Kenya), d'inciter la population à la violence. Le recours à la « causalité diabolique » est toujours opportun dans les situations de crises où l'incurie et la faillite d'un régime poussent ce dernier à désigner la main de l'étranger pour expliquer les tensions du moment <sup>45</sup>.

À l'identique, le pouvoir turc, mis à mal politiquement par le mouvement protestataire de 2013, exprime plus fortement depuis ses penchants complotistes. Sur Conspiracy Watch, le journaliste Guillaume Perrier qui a longtemps été en poste à Istanbul a livré l'analyse suivante : « Les théories du complot viennent généralement masquer les échecs du gouvernement. Erdogan accuse souvent "le lobby du taux d'intérêt" de vouloir l'affaiblir. En évoquant "le juif hongrois Soros" il a encore plus clairement exprimé l'antisémitisme qui nourrit cette rhétorique complotiste ». Le journaliste évoque la « radicalisation nationaliste et anti-occidentale du pouvoir turc » <sup>46</sup>.



*Le pouvoir turc, mis à mal politiquement par le mouvement protestataire de 2013, exprime plus fortement depuis ses penchants complotistes.*



## Hongrie, Italie...



L'Europe n'est pas épargnée par cette vague de fond. Le rejet de l'Union européenne et de ses valeurs est l'un des leitmotivs des gouvernements nationaux-populistes. Le 15 mars, à l'occasion du 170<sup>e</sup> anniversaire de la révolution de 1848, Viktor Orbán a prononcé un discours devant le Parlement, à Budapest, en présence de milliers de personnes. Le premier ministre hongrois s'en est pris violemment aux « forces mondialistes de l'Occident », sans résistance face aux migrants <sup>47</sup>. Il a notamment défendu l'idée que les élites libérales européennes organisaient le « Grand Remplacement » : « Le grand plan consiste à briser la Hongrie qui se trouve en travers du chemin des migrants et à installer en quelques années d'abord quelques milliers, puis des dizaines de milliers de migrants dans le pays. [...] Bruxelles veut diluer, changer la population de l'Europe, en sacrifiant notre culture [...]. Nous avons affaire à un adversaire qui est différent de nous. Il n'agit pas ouvertement, mais caché, il n'est pas droit, mais tortueux. »

L'installation d'un nouveau gouvernement en Italie a également signifié la réactivation de certains fantasmes, agités en tout premier lieu par les responsables politiques. La Ligue (extrême droite) et le Mouvement 5 Étoiles (M5S, populiste) ont présenté le 18 mai 2018 un « code éthique » stipulant l'interdiction faite aux

francs-maçons d'intégrer le gouvernement italien. Le Grand Orient d'Italie a dit craindre « une dérive liberticide dangereuse » <sup>48</sup>. Le nouveau ministre de la famille du gouvernement italien a affiché le soir même de son investiture son opposition aux unions homosexuelles. Membre de la Ligue, proche du catholicisme intégriste, Lorenzo Fontana a dénoncé la volonté supposée des homosexuels de « nous dominer et effacer notre peuple ». La déclaration a provoqué des remous au sein du gouvernement, qui a dû préciser, par la voix de Matteo Salvini, vice-président du Conseil des ministres et ministre de l'Intérieur, que la question ne figurait pas à l'agenda du gouvernement <sup>49</sup>.

Issue de l'union du M5S de Luigi Di Maio et de la Ligue de Matteo Salvini, l'alliance giallo-verde (« jaune et vert ») a, pour la première fois dans l'histoire de la République italienne, constitué un gouvernement « antisystème ». D'une idéologie fondée prioritairement sur le rejet des élites à la promotion des *fake news* et des thèses complotistes les plus caricaturales, il n'y a souvent qu'un pas. On a pu voir ainsi remise en selle par le site de *fake news* de Matteo Salvini, *Il Populista*, la rumeur selon laquelle George Soros et les Rothschild auraient financé la campagne d'Emmanuel Macron <sup>50</sup>. Elle trouve son origine dans un faux tweet créé au moment de la publication des « #MacronLeaks » <sup>51</sup>.

45 - RFI, 22 décembre 2018. 46 - Conspiracy Watch, 6 décembre 2018. Guillaume Perrier est le co-auteur, avec Laure Marchand, de *La Turquie et le Fantôme arménien* (Actes Sud, 2013) et, avec Gilles Cayatte, du film *Erdogan, l'ivresse du pouvoir* (2016). En janvier 2018, il a publié, chez Actes Sud, *Dans la tête de Recep Tayyip Erdogan*. 47 - Le Courrier d'Europe centrale, 22 mars 2018. 48 - Francetv Info, 20 mai 2018. 49 - Le Monde, 4 juin 2018. 50 - Checknews.fr, 25 juin 2018. 51 - Le 5 mai 2017 au soir, peu avant la clôture de la campagne pour l'élection présidentielle, des dizaines de milliers de documents attribués à l'équipe de campagne d'Emmanuel Macron ont été diffusés sur le forum américain 4Chan et relayés par Wikileaks.

## France



« *Le complotisme, premier parti de France* » : tel est le titre d'un article du *Point* (8 novembre) qui se penche sur le recours désormais fréquent des responsables politiques aux théories du complot. Alors que ces derniers se trouvent confrontés à des affaires, la tentation est devenue grande de désigner plus ou moins explicitement un acharnement les visant, de nature à les mettre politiquement hors-jeu. Il faut rappeler à ce sujet qu'une théorie du complot répond à trois critères cumulatifs : une accusation de complot d'abord ; une accusation ne reposant sur aucune preuve définitive ensuite ; une explication moins plausible qu'une autre explication enfin<sup>52</sup>.

Le 26 mai 2018, le sauvetage par le jeune malien Mahmoudou Gassama d'un enfant de quatre ans et demi, suspendu dans le vide au balcon d'un immeuble parisien, a suscité l'apparition, sur les réseaux sociaux, d'une rumeur présentant l'affaire comme une mise en scène destinée à améliorer l'acceptation de l'immigration par le public. Tout en se défendant de verser dans le complotisme, le journaliste André Bercoff a plaidé sur la chaîne CNews en faveur du droit à « *poser des questions* », envisageant sérieusement la possibilité d'une opération montée de toutes pièces<sup>53</sup>.

Quelques mois plus tard, le 19 décembre, le Pacte de Marrakech sur les migrations, un texte juridiquement non contraignant, a été adopté par l'Assemblée générale des Nations unies. Respectueux du principe directeur de souveraineté nationale dans les politiques migratoires, il rappelle la nécessité d'assurer partout les droits de l'homme, de lutter contre les réseaux de

passeurs et de « *combattre les expressions, les manifestations et les actes de racisme, de discrimination raciale, de violence et de xénophobie visant tous les migrants* ». Le projet de pacte a donné lieu à une vive campagne de désinformation, alimentée notamment par le Rassemblement national et sa présidente, Marine Le Pen, et à l'apparition d'une rumeur qui en faisait une sorte de loi mondiale devant conduire les États à abandonner le contrôle de leur politique migratoire et à accepter une immigration massive.

L'été 2018 a été marqué par l'affaire Benalla qui a vu, très vite, surgir des théories complotistes. Elles n'ont pas épargné la défense d'Alexandre Benalla. Son avocat Me Laurent-Franck Liénard, a soulevé l'idée d'un scandale et d'une affaire d'État montés de toutes pièces pour « *casser un effet Coupe du monde* »<sup>54</sup>. Il a ainsi été avancé assez rapidement que les images d'Alexandre Benalla, le 1er mai 2018, auraient été diffusées au moment opportun pour priver le Président de la République d'un état de grâce post-Coupe du monde. Emmanuel Macron a lui-même repris à son compte l'hypothèse d'un « *coup monté* » depuis deux mois et demi contre l'Élysée, version contredite par les explications d'Ariane Chemin, grand reporter au *Monde*, par qui l'affaire a été déclenchée<sup>55</sup>. D'autres voient dans cette affaire une occasion de broder sur le thème du pouvoir caché, le « *vrai* » pouvoir, celui qui agit depuis les coulisses. C'est le cas de l'ancien eurodéputé d'extrême droite Jean-Yves Le Gallou. Selon lui, l'affaire Benalla est révélatrice d'un tournant dans l'alliance tacite qui unirait Emmanuel Macron, les « *oligarques* » et des médias comme *Le Monde*.

Twitter, 20 juillet 2018

**Jean-Yves Le Gallou** @jylgallou

C'est @lemondefr qui a sorti l'affaire #Benalla , pourquoi? Comment #Macron est-il passé si vite du lâchage au lâchage sinon au lynchage? Quelles sont les vraies raisons de cette évolution brutale? Que lui reprochent les oligarques qui l'ont fait élire? Matière à réflexion!

12:31 - 20 juil. 2018

464 Retweets 584 J'aime

111 464 584

52 - *Le Point*, 8 novembre 2018. 53 - *Conspiracy Watch*, 1er juin 2018. 54 - *Conspiracy Watch*, 25 juillet 2018. 55 - *Conspiracy Watch*, 27 juillet 2018.

Le 28 novembre 2018, dans un discours à l'université Humboldt de Berlin, le ministre des finances allemand, Olaf Scholz, a proposé que le siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU soit transformé en siège de l'Union européenne. L'Union populaire républicaine (UPR) de François Asselineau a réagi par un communiqué laissant entendre qu'Emmanuel Macron, par l'«absence répétée de toute réaction française», était complice d'un tel projet. Le Quai d'Orsay avait pourtant réagi à la déclaration du vice-chancelier allemand, en soulignant que la France entendait bien continuer d'assumer ses responsabilités à l'ONU. Cela n'a pas empêché Nicolas Dupont-Aignan d'agiter le spectre d'une complicité de «haute trahison» de la part du Président de la République<sup>56</sup>.

Si le mouvement des Gilets jaunes a été en soi un vivier de théories complotistes, des militants et des députés de LREM n'auront pas résisté de leur côté à la tentation de relayer, dans la nuit du 5 au 6 décembre, l'infox selon laquelle le site *giletsjaunes.com* aurait été créé aux États-Unis, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, par des proches de Steve Bannon, ancien conseiller de Donald Trump<sup>57</sup>.

Les références aux complots ont été notamment le fait de Jean-Luc Mélenchon, relevant autant de leur présence dans son champ lexical que d'une vision du monde. Le 12 juin 2018, le leader de la France insoumise a ainsi fustigé devant les cheminots en grève à la gare de Lyon, les gouvernements qui auraient ouvert le domaine ferroviaire à la concurrence. Alors que les directives européennes

avaient été adoptées démocratiquement, Jean-Luc Mélenchon a estimé pour sa part que «tous ces gens ont conspiré contre le système national [du rail]»<sup>58</sup>.

Dans un discours prononcé à l'Assemblée nationale le 27 septembre 2018, Mélenchon a rendu un hommage appuyé au régime de Fidel Castro. Le député des Bouches-du-Rhône a notamment vanté l'invention, à Cuba, d'un «vaccin contre le cancer du poumon», reprenant les termes d'une infox circulant sur la complotosphère depuis des années<sup>59</sup>.

Commentant sur son blog les résultats du premier tour de l'élection présidentielle brésilienne, où le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro est arrivé en tête en obtenant près de 47% des suffrages, le député de Marseille a incriminé, le 10 octobre, «les marionnettes des USA» qui, «méthodiquement», auraient conduit à la situation actuelle. S'il concède que «les nôtres au Brésil ont leur part de responsabilité dans ce désastre», le chef de file des Insoumis estime toutefois que le Parti des travailleurs (PT) est tombé dans un «piège» en présentant aux présidentielles un «milliardaire». Visiblement mal informé<sup>60</sup>, Jean-Luc Mélenchon veut croire que la déroute électorale de la gauche ne tient qu'à «l'Empire, ses marionnettes locales et sa presse mondiale». Un bel exemple, là aussi, de causalité diabolique<sup>61</sup>.

On rappellera enfin la perquisition à son domicile, le 16 octobre 2018, lors de laquelle Jean-Luc Mélenchon a dénoncé, en se filmant, «une mascarade destinée à semer le doute», «un coup de force contre [LFI]» ou encore une

Twitter



56 - *Conspiracy Watch*, 30 novembre 2018. 57 - Vérification faite par *Checknews.fr*, un mouvement de «gilets jaunes», «apolitique» et «a-syndical», avait déjà été créé en février 2013, porteur déjà d'une protestation antigouvernementale (*Checknews.fr*, 6 décembre 2018). 58 - *Conspiracy Watch*, 14 juin 2018. 59 - *Atlantico*, 29 septembre 2018. Il existe en fait un vaccin thérapeutique utilisé sur les patients malades pour empêcher le développement du cancer. A ce stade, il fait l'objet d'essais cliniques, donnant lieu à une collaboration américano-cubaine (*Checknews.fr*, 25 mai 2018). 60 - Le candidat du PT, Fernando Haddad, ex-colistier de Lula, est un professeur de sciences politiques, en rien un «milliardaire». 61 - *Conspiracy Watch*, 14 octobre 2018.

«énorme opération de police politique». L'opération, qui visait également les locaux de La France insoumise et du Parti de gauche, faisait suite aux deux enquêtes préliminaires ouvertes par le parquet de Paris, l'une concernant l'emploi d'assistants parlementaires européens par LFI, l'autre les comptes de campagne du candidat Mélenchon à l'élection présidentielle 2017. Cette tonalité complotiste a dominé tout au long de la semaine, Mélenchon pointant directement la responsabilité agissante du chef de l'État alors que ses soutiens vilipendaient une dérive dictatoriale, «fasciste» voire «vichyste»<sup>62</sup>. Les violentes protestations du député, qui est allé jusqu'à suspecter Facebook de bloquer son téléphone pour l'empêcher de filmer, ont suscité une cascade de réactions et de mises au point pour, notamment, rappeler la parfaite légalité de ces perquisitions ; les précédents ayant concerné, par le passé, d'autres partis politiques et même l'Élysée<sup>63</sup>. Le leader de La France insoumise paraît décidément se complaire dans des déclarations outrancières à connotation complotiste, visant, pour certains analystes, à capter toute l'attention médiatique, à mobiliser sa base militante et à détourner l'attention du fond de l'affaire judiciaire<sup>64</sup>.

Interviewé par *Conspiracy Watch*, le politiste Philippe Corcuff a analysé la place du conspirationnisme au sein de la gauche radicale et constate que «*la vision du capitalisme comme manipulation consciente par quelques individus puissants [...] est maintenant dominante dans les milieux qui critiquent le capitalisme.*» Le chercheur évoque la critique des médias, «*forme soft de conspirationnisme*», qui se focalise sur la propriété et ignore l'autonomie du champ journalistique. Il aborde aussi la question du doute systématique, affirmant que «*l'idée que le doute est absolu et illimité est fausse.*»

Dans une interview au *Point*, Rudy Reichstadt a pour sa part commenté la dérive complotiste du leader de La France insoumise. Le directeur de *Conspiracy Watch* a évoqué une banalisation de ce type de discours qui n'épargne aucun camp politique. «*Il serait illusoire de penser qu'il existe une barrière étanche entre des personnalités ou des médias "complotistes" et d'autres qui ne le seraient absolument pas, jamais, à aucun moment*», a-t-il expliqué, précisant que les modes de circulation de ces thèses font «*courir un risque potentiellement mortel à la démocratie*»<sup>65</sup>.

## Terrorisme, meurtres de masse et accusations de «false flag»

**Le conspirationnisme joue un rôle important dans le processus conduisant à l'engagement djihadiste<sup>66</sup>. Il est également à l'œuvre chez les auteurs d'attaques terroristes menées au nom de la suprématie de la «race blanche» ; l'un des dangers du conspirationnisme étant précisément de fournir à**

**l'acte criminel un discours de justification. Au-delà des motivations de leurs auteurs, il faut noter que, dans tous les cas, les attaques font aujourd'hui systématiquement naître et se répandre des théories du complot qui arguent de «false flag»<sup>67</sup> et d'acteurs de crises<sup>68</sup>.**

### États-Unis



À la suite de la fusillade de Parkland (Floride) du 14 février 2018, causant la mort de dix-sept personnes, diverses théories du complot se sont propagées. Des survivants qui réclamaient un meilleur contrôle des armes à feu ont été attaqués sur les réseaux sociaux. Les accusations ont particulièrement visé le mouvement «Never again», dirigé par David Hogg, dont il a été dit qu'il agissait pour le compte d'intérêts anti-armes et qu'il chercherait à restreindre les droits constitutionnels des Américains<sup>69</sup>. Il faut souligner l'influence d'Alex Jones<sup>70</sup>, fondateur du site *Infowars*, dans la diffusion de ces théories qui incriminent «l'État profond» et parlent d'«opérations sous fausses bannières».

Le 18 mai, Dimitrios Pagourtzis, un élève de 17 ans scolarisé dans un lycée de Santa Fe (Texas), a tué à son tour dix personnes. Armé d'un fusil à pompes et d'un revolver, le lycéen a renoncé à se donner la mort avant d'être arrêté et incarcéré. Il s'agissait de la dixième tuerie de ce type aux États-Unis depuis le début de l'année 2018. Comme à chaque fois désormais, la réalité des faits a été mise en doute sur les réseaux sociaux. Des théories du complot ont accusé par exemple une jeune étudiante, Paige Curry, d'être une «actrice de crise». Elles ont suspecté une manipulation politique orchestrée par l'«État profond» pour le compte des démocrates ou d'Israël. Cette manipulation aurait pour but de remettre au centre du débat public la question du contrôle des armes à feu.

62 - *Conspiracy Watch*, 16 octobre 2018. 63 - *Liberation.fr*, 16 octobre 2018. 64 - *20minutes.fr*, 17 octobre 2018. 65 - *Le Point*, 19 octobre 2018.

66 - John P. Carlin (avec Garrett M. Graff), *Dawn of the Code War: America's Battle Against Russia, China, and the Rising Global Cyber Threat*, PublicAffairs, 2018.

67 - Des opérations menées sous fausse bannière. 68 - Après un attentat, certains individus seraient engagés pour manipuler l'opinion.

69 - *Conspiracy Watch*, 5 mars 2018. 70 - Sur Alex Jones, voir supra «Le cas d'Infowars».

## Analyse

Le 27 octobre au matin, un homme a fait irruption dans une synagogue à Pittsburgh (Pennsylvanie) et a ouvert le feu sur les fidèles. La fusillade a causé la mort d'au moins onze personnes. Six autres, dont quatre policiers, ont été blessées. L'assassin, Robert Bowers, aurait crié, au moment d'attaquer : « *Tous les juifs doivent mourir.* »

Blessé, il a pu être arrêté<sup>71</sup>. Suprématisse blanc, âgé de 46 ans, Robert Bowers est un adepte des thèses antisémites qu'il partageait notamment sur *Gab*, plateforme de l'« *alt-right* » américaine<sup>72</sup>. Robert Bowers était persuadé qu'un vaste complot juif était à l'œuvre derrière l'immigration de masse aux États-Unis.

## France



En France, la prise d'otages de Trèbes (Aude) du 23 mars 2018, revendiquée par l'État islamique (EI) et qui a fait quatre victimes, a rapidement inspiré la complosphère. Alain Benajam, président du Réseau Voltaire-France et proche de Thierry Meyssan, a invoqué l'explication complotiste quelques heures seulement après les attentats. Cet habitué des sorties conspirationnistes, par ailleurs adhérent de Debout la France (DLF), le parti de Nicolas Dupont-Aignan, a évoqué un scénario récurrent où la « *marionnette terroriste est toujours abattue à la fin mettant ainsi un terme à toutes enquêtes.* » D'autres sites complotistes ont nourri cette suspicion : le site Panamza a mis en doute le caractère héroïque du colonel de gendarmerie Arnaud Beltrame avant de suggérer l'existence d'un obscur complot politico-maçonnique impliquant l'ancien Premier ministre Manuel Valls. On retrouve la même mise en accusation de la franc-maçonnerie – Arnaud Beltrame ayant fait partie de la Grande Loge de France – sur *Wikistrike* et *Égalité & Réconciliation*.

L'auteur des attentats « *likait* » des pages Facebook complotistes. Fichée pour radicalisation, sa compagne a été déferée au Parquet. Elle a exprimé le regret qu'il n'y ait pas eu plus de morts dans les attentats. Niant avoir été informée et associée au projet de son compagnon, elle avait posté sur Facebook, quelques heures

avant l'attentat, une sourate du Coran promettant l'enfer aux « *mécréants* »<sup>73</sup>.

Le 12 mai 2018 au soir, peu avant 21 heures, une attaque au couteau a causé la mort, rue Monsigny (Paris, IX<sup>e</sup> arrondissement), de Ronan Gosnet, 29 ans. Bien que revendiqué par l'État islamique au cours de la soirée, l'attentat a suscité son lot de commentaires complotistes sur les réseaux sociaux. Ces propos, symptomatiques, ont évoqué pêle-mêle la thèse du *false flag*, l'action sous cape d'Israël ou l'élimination suspecte de l'assassin. Publiés et relayés par des comptes Twitter peu suivis, ils l'étaient aussi par des commentateurs sur le site *Égalité & Réconciliation* et sur Facebook ou encore par le président du Réseau Voltaire-France. Le déroulement concomitant du concours de l'Eurovision remporté par la chanteuse israélienne Netta a renforcé chez certains l'hypothèse d'un complot « *sioniste* ».

Le 5 décembre 2018, John Dowling, 66 ans, un professeur d'anglais d'origine irlandaise de l'Université de la Défense à Courbevoie a été poignardé mortellement par un de ses anciens étudiants, Ali Hassan Rajput. Lors de sa garde à vue, l'homme, âgé de 37 ans et de nationalité pakistanaise, a justifié son acte en expliquant que l'enseignant aurait « *fait un dessin, diffusé en cours, insultant pour le Prophète* ». Il avait aussi invoqué, comme

### Zoom : l'affaire Mennel

Le 4 février 2018, le compte Twitter de *Conspiracy Watch* révélait que la chanteuse Mennel Ibtissem, candidate du télécrochet « *The Voice* », avait tenu des propos complotistes au lendemain de l'attentat de Nice. Ironisant sur le terroriste, la chanteuse écrivait le 15 juillet 2016 sur sa page Facebook : « *C'est bon c'est devenu une routine, un attentat par semaine !! et toujours pour reste fidèle, le "terroriste" prend avec lui ses PAPIERS d'identité. C'est vrai que quand on prepare un sale coup on oublie SURTOUT PAS de prendre ses papiers !! #prenezNousPourDesCons* » Dans d'autres posts, Mennel Ibtissem se révélait une fervente admiratrice de Tariq Ramadan, de Dieudonné M'Bala M'Bala, mais aussi du prédicateur islamiste Hassan Iqiooussen. Le 29 août 2016, dans le contexte de l'affaire du « *burkini* », elle écrivait encore, par exemple : « *Cher musulmans, l'ennemi ce n'est pas le peuple français mais une minorité qui manipule notre peuple.* » Les divers commentaires mis en lumière ont provoqué de multiples réactions sur les réseaux sociaux, de condamnation ou de soutien, et entraîné le départ de la chanteuse de « *The Voice* ». Invitée sur les plateaux des émissions « *Quotidien* » (10 mai 2018) et « *C à vous* » (17 mai 2018), Mennel Ibtissem eut la possibilité de revenir sur cette affaire. Dans une absence d'autocritique, la jeune femme insista surtout sur la mauvaise interprétation de ses propos ou encore ses intentions mal comprises.

71 - *Le Parisien*, 28 octobre 2018. 72 - *Le Monde*, 28 octobre 2018. 73 - *L'Express*, 27 mars 2018

## Analyse

autre motif de son geste criminel, son exclusion en août 2017 de l'école de management Léonard-de-Vinci où il était inscrit en MBA. L'étude de son profil Facebook a laissé apparaître un radicalisme religieux allant de pair avec un antisémitisme et un complotisme très prononcés<sup>74</sup>.

L'attaque terroriste de Strasbourg survenue le 11 décembre a déclenché une vague complotiste inédite par son ampleur et par son télescopage avec le mouvement des Gilets jaunes. Emmanuel Macron aurait en fait cherché, par l'organisation d'un attentat d'un attentat, à détourner l'attention des Français pour empêcher l'«Acte 5» de la mobilisation. Maxime Nicolle, figure emblématique du mouvement, s'est ainsi immédiatement fendu d'un commentaire expliquant qu'«un mec qui veut faire un attentat vraiment, il attend pas qu'il y ait trois personnes dans la rue le soir à 20h00. Il va en plein milieu des Champs-Élysées quand il y a des millions de personnes et il se fait exploser. Le reste, c'est des effets pour faire peur.»

Le 14 décembre, dans l'émission «Balance ton post !» sur

la chaîne C8, deux Gilets jaunes ont à nouveau créé le malaise en insinuant que le gouvernement mentait sur l'attentat de Strasbourg<sup>75</sup>. L'étude des réseaux sociaux a montré une tendance forte au complotisme, notamment au sein des groupes Facebook de Gilets jaunes. Les réactions de désaccords entre participants se sont multipliées et ont provoqué la fermeture des commentaires sur certaines pages du réseau social. Cette poussée inédite de théories du complot a provoqué des réactions officielles de politiques à l'Assemblée nationale tels que celle de Bruno Studer, député LREM du Bas-Rhin et d'Adrien Quatennens, député LFI du Nord, appelant à ne pas relayer les fausses informations.

On a pu relever, parmi les infox conspirationnistes, les trois suivantes, partagées de manière virale : BFM TV et Emmanuel Macron auraient annoncé l'attaque avant même qu'elle n'ait eu lieu ; on devrait à un compte israélien la divulgation avant tout le monde de l'identité de l'auteur de Chérif Chekatt, auteur de l'attentat<sup>76</sup>; les terroristes seraient systématiquement abattus par la police<sup>77</sup>.

Twitter, 13 mai 2018



## Complotisme et lutte contre le terrorisme



Le 23 juin 2018, la DGSI a interpellé dix personnes suspectées d'appartenir à un réseau d'ultra-droite et de préparer des attentats. Les membres de ce groupuscule dénommé «Action des forces opérationnelles» (AFO) avaient pour projet l'attaque d'imams salafistes, d'ex-détenus islamistes ou encore de femmes musulmanes voilées, «choisies au hasard dans la rue». La consultation du site Internet AFO renseigne sur le brouet idéologique tenant lieu de doctrine à ce groupe, à la fois survivaliste et identitaire, qui incite ses sympathisants à se préparer militairement à un conflit de civilisation contre les «tenants du système islamique»<sup>78</sup>.

Dans le cadre légal de la lutte contre le terrorisme, douze perquisitions ont été menées le 2 octobre 2018 au matin au siège du Centre Zahra France, à Grande-Synthe (Nord), et aux domiciles de ses dirigeants. La veille, le ministre de l'Intérieur et celui de l'Économie et des Finances avaient pris un arrêté gelant les avoirs, durant six mois, de ce centre et de trois autres associations qui lui sont liées. Les responsables du Centre Zahra sont soupçonnés de faire l'apologie de mouvements terroristes comme le Hamas palestinien ou le Hezbollah libanais. Trois personnes ont été placées en garde à vue, notamment pour détention illégale d'arme à feu. Devant les micros, le fondateur du Centre Zahra France, Yahia

74 - Conspiracy Watch, 8 décembre 2018. 75 - Conspiracy Watch, 16 décembre 2018. 76 - AFP, 14 décembre 2018.  
77 - Les Décodageurs (Lemonde.fr), 14 décembre 2018. 78 - Conspiracy Watch, 27 juin 2018

Gouasmi a accusé sans grande surprise la main d’Israël dans cette opération<sup>79</sup>. Certaines cibles de cette opération visant des intérêts iraniens ou chiïtes en France étaient soupçonnées par Paris d’être liées à un attentat déjoué quelques mois auparavant en France. Les autorités iraniennes ont dénoncé un « *complot conforme aux objectifs du régime américain et du régime sioniste et visant à saboter l’essor et l’amélioration des relations entre l’Iran et l’Europe* »<sup>80</sup>. Début 2009, Gouasmi fondait le Parti Anti Sioniste (PAS) qui présentait une « liste antisioniste » aux élections européennes, cette année-là, avec notamment Dieudonné M’Bala M’Bala et Alain Soral<sup>81</sup>. Par suite d’un arrêté préfectoral, le lieu de culte chiïte, à Grande-Synthe (Nord), a été fermé pour une durée de six mois.

Quatre sympathisants d’un groupe proche de l’ultra-droite à tendance survivaliste, les Barjols, qui projetaient une attaque contre le président Emmanuel Macron lors des commémorations du 11-Novembre ont été mis en examen le 10 novembre 2018. Interrogé par l’AFP, Denis Collinet, président fondateur du groupe a expliqué au sujet de l’un des inculpés, Jean-Pierre Bouyer, retraité de 62 ans, que ce dernier savait bien « *qu’il est impossible d’approcher Macron* ». Denis Collinet a qualifié au passage le président de la République de « *marionnette des oligarques* » et a ajouté au sujet du militant arrêté : « *Je suis pratiquement sûr qu’il est tombé dans un piège pour*

*détruire le mouvement des patriotes* ». L’annonce des arrestations par différents médias a suscité une vague de commentaires complotistes. Passé aux aveux durant sa garde à vue, le meneur présumé prévoyait de poignarder le chef de l’État lors de son déplacement à Charleville-Mézières<sup>82</sup>. Une analyse des traces laissées par l’homme sur les réseaux sociaux révèle le profil d’un individu intoxiqué par toutes sortes de théories du complot, persuadé de vivre sous le joug d’une dictature implacable et, surtout, convaincu d’être plus clairvoyant que les autres<sup>83</sup>.

Enfin, il faut souligner qu’à la fin de l’année 2018 s’est ouvert le procès de Mehdi Nemmouche au tribunal de Bruxelles. L’attentat du Musée juif de Bruxelles avait fait quatre morts le 24 mai 2014<sup>84</sup>. Les premières spéculations complotistes étaient apparues dans les heures qui avaient suivi l’annonce de la tuerie. Tariq Ramadan avait alors expliqué que le caractère antisémite du crime relevait d’une « *manœuvre de diversion quant aux vrais motifs et aux exécutants* »<sup>85</sup>. Les avocats de Nemmouche, Henri Laquay et Sébastien Courtoy, ont eu l’occasion, par le passé, d’assurer la défense de Dieudonné M’Bala M’Bala des mains duquel ils ont reçu une « *quenelle d’or* » en 2012. Avec ces deux avocats, on allait assister à une grande première dans le cadre d’un procès pour terrorisme : l’adoption par la défense d’une ligne complotiste antisémite pour tenter – en vain – d’innocenter leur client.

Facebook

The screenshot shows a Facebook post from the page 'Valeurs actuelles' (@valeursactuelles.page). The post title is 'Ultradroite : Macron visé par une attaque, les suspects arrêtés' with a subtitle 'Qui veut la peau d’Emmanuel Macron ? Plusieurs interpellations ont été...'. The post has 213 reactions (including thumbs up, thumbs down, and a shocked face) and 173 comments. Two comments are visible:

- Comment 1: 'magouille pour discréditer l’opposition, et sauver la débâcle des européennes pour ses listes ! même manipulation que celle de mitterand qui s’était monté un attentat contre lui même pour faire parler de lui. Les gauchos sont prêts à tout pour survivre !!' (79 reactions)
- Comment 2: 'Maduro et mitterand ont déjà fait le coup de l’attentat bidon ! Même pas capable d’innover ce bouffon !' (71 reactions)

79 - Conspiracy Watch, 2 octobre 2018. 80 - Europe 1, 2 octobre 2018. 81 - Conspiracy Watch, 30 avril 2009. 82 - 20 Minutes, 10 novembre 2018  
83 - Conspiracy Watch, 12 novembre 2018. 84 - 20 Minutes, 20 décembre 2018. 85 - Conspiracy Watch, 1er juin 2014.

# Santé : l'enjeu de la désinformation anti-vaccinale

L'« Enquête sur le complotisme » de 2018 avait révélé que 66% des sondés avaient déjà entendu parlé de la thèse selon laquelle le ministère de la Santé serait de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher au grand public la réalité sur la prétendue nocivité des vaccins. 55% des sondés se disaient tout à fait ou plutôt d'accord avec cet énoncé. Autre théorie

dans un registre similaire : celle selon laquelle le virus du SIDA aurait été créé en laboratoire et testé sur la population africaine avant de se répandre à travers le monde. Cette fois, 47% des sondés de l'enquête affirmaient en avoir déjà entendu parler et 32% se disaient d'accord avec l'énoncé. L'année 2018 semble avoir confirmé cette tendance de fond.

## Un phénomène mondial



Le phénomène doit être resitué dans sa dimension mondiale. Quelques exemples y suffisent. Début 2018, sur la base du détournement d'informations délivrées par la principale agence de santé américaine (Centers for Disease Control and Prevention), a circulé la nouvelle selon laquelle 98 millions d'Américains vaccinés contre la poliomyélite s'étaient vus injecter un virus cancérigène. Dans ce même pays, le lien entre autisme et vaccination est par ailleurs l'un des fers de lance de la croisade anti-vaccinale. Des sites complotistes affirment ainsi à tort que l'Administration américaine aurait établi un lien entre le *Tripedia* (un vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche) et les troubles du spectre autistique.

En Russie, au début du mois d'avril, la presse a rapporté le cas d'une fillette séropositive de quatre mois, décédée car sa mère était convaincue que le VIH était un mythe. Les autorités sanitaires russes s'inquiètent à ce titre de

la tendance actuelle à refuser le traitement contre ce virus, encouragée par des groupes très actifs sur les réseaux sociaux, niant son existence.

En Italie, le débat sur la vaccination a été relancé avec l'arrivée du nouveau gouvernement dirigé par la Ligue et le Mouvement 5 étoiles. Une minorité hostile aux vaccins se manifeste bruyamment, relayée par des députés qui entendent faire passer une loi les rendant obligatoires « *uniquement quand il y a un risque pour la santé publique* ».

En Israël, une épidémie de rougeole s'est répandue dans les enclaves ultra-orthodoxes, influencées par le mouvement anti-vaccins. De neuf cas recensés en 2016, on est passé à plus de 2 000 en 2018, dont plus de 800 à Jérusalem. Inquiètes, les autorités ont rédigé un projet de loi, approuvé à l'unanimité par les membres de la Knesset, prévoyant des amendes contre les parents récalcitrants.

“

*En Israël, une épidémie de rougeole s'est répandue dans les enclaves ultra-orthodoxes, influencées par le mouvement anti-vaccins. De neuf cas recensés en 2016, on est passé à plus de 2 000 en 2018, dont plus de 800 à Jérusalem.*

”

## Une tendance qui s'accroît en France



Depuis le 1er janvier 2018, conformément à la loi adoptée le 27 octobre 2017, onze vaccins sont nécessaires pour qu'un enfant puisse entrer en crèche, contre trois auparavant. La décision de cette extension vaccinale, qui a fait suite à une véritable concertation citoyenne, n'en a pas moins stimulé les peurs et les rumeurs pré-existantes. Si les requêtes à but informatif sur la vaccination dans le moteur de recherche Google dominent largement sur celles relatives aux polémiques à ce sujet, il faut constater une augmentation de 130% des requêtes anti-vaccination au cours des cinq dernières années. Comme dans bien d'autres domaines, les réseaux sociaux – en particulier Facebook et Twitter – sont les chambres d'écho des craintes et des doutes mais aussi d'une contestation devenue préoccupante pour l'ensemble des citoyens. Face à une désinformation de plus en plus offensive, les autorités sanitaires et les professionnels de la santé ont pris la mesure de l'enjeu. Santé publique France, agence nationale sous la tutelle du ministère des Solidarités et de la Santé, a ainsi mis en place un site d'information pour répondre aux questions les plus courantes sur la vaccination<sup>86</sup>. Les autorités sanitaires cherchent à bénéficier d'un meilleur référencement de leurs sites sur Internet mais elles font l'expérience de la difficulté d'opposer un contre-discours. En effet, les « pro-vaccins » réagissent essentiellement aux événements de l'actualité et se montrent peu actifs en dehors. Les anti-vaccins, au contraire, diffusent des messages en continu.

Ce phénomène et ces pratiques ont été éclairés par des analyses portant sur les publications et les partages en ligne. Ainsi en est-il, par exemple, du travail mené par l'agence de conseils en politique de santé Nile, associée à Antidox, un cabinet de conseil en stratégie de communication<sup>87</sup>. Des universitaires étudient également de près cette tendance anti-vaccinale tels que la géographe Lucie Guimier, auteure d'une thèse sur la géographie de la résistance à la vaccination contre la rougeole, ou encore Jocelyn Raude, sociologue à l'École des hautes études en santé publique de Rennes (EHESP), étudiant les effets des controverses et des alertes sanitaires sur les comportements collectifs. Les services de *fact-checking* de certains médias ont aussi fait face, à leur manière, à la recrudescence des rumeurs et des questions posées par les lecteurs.

Au-delà des adeptes des médecines alternatives – et notamment de l'homéopathie contre laquelle le Conseil de l'Ordre des médecins a été amené à prendre position en juin 2018 –, les « antivax » se situent dans les sphères conspirationnistes et aux extrêmes politiques, de droite ou de gauche, comme l'avait montré notre enquête sur le conspirationnisme dans l'opinion publique française (janvier 2018). Avec un total de 43% de sondés en accord avec l'idée d'une connivence entre le ministère de la Santé et l'industrie pharmaceutique, le courant de fond des antivax s'est vu confirmé en 2018 dans son assise et son audience.

## Diffusion et influences



Exemple parmi d'autres de sa popularisation : le passage de Frédéric Lenoir à l'émission « C Politique » du 23 septembre 2018 a été marqué par une tirade d'une minute pendant laquelle l'écrivain a exprimé son hostilité à la vaccination obligatoire, insistant notamment sur l'idée que le ministère des Solidarités et de la Santé était influencé par des médecins dont certains « ont des liens très étroits avec l'industrie pharmaceutique et sont payés aussi par l'industrie pharmaceutique ».

Il faut en particulier mettre l'accent sur le rôle joué par certaines figures influentes dans le mouvement anti-vaccins. C'est particulièrement le cas, en France, du médecin Henri Joyeux, opposant à l'augmentation du nombre des vaccins obligatoires pour les enfants. Son militantisme anti-vaccins et les deux pétitions

publiées à cette fin en 2014 et 2015 ont conduit à sa radiation de l'Ordre des médecins en 2016. Cette décision a toutefois été annulée en juin 2018 par la chambre disciplinaire nationale de l'institution, en défense de la liberté d'expression. Cette annulation a suscité un tollé dans la communauté scientifique et le pourvoi en cassation de l'Ordre des médecins. On notera qu'Henri Joyeux a reçu, dans son action militante, le soutien du professeur Montagnier, prix Nobel de Médecine pour la découverte, en 1983, du VIH. Henri Joyeux et Luc Montagnier ont co-signé une lettre au Président de la République « pour l'inscription dans la Constitution du principe de précaution en matière de médecine et de santé ». Au début de l'année 2019, la pétition « vaccin obligatoire : les Français piégés par la loi et les laboratoires ! » excède le million de signatures.

86 - URL : <https://vaccination-info-service.fr/>

87 - URL : <https://www.antidox.fr/wp-content/uploads/2018/04/Etude-Vaccination-Printemps-de-la-Pr%C3%A9vention-2.pdf>

# La remise en cause de la science

Des francs-maçons s'évertuant à faire tomber de la neige en plastique en France (mars) aux alertes lancées sur une radio américaine quant à des requins aspirés par l'ouragan Florence qui a touché le littoral américain (septembre)<sup>88</sup>, on a pu vérifier tout au long de l'année 2018 la propension à interpréter toute anomalie comme le fruit d'un complot ainsi que la tentation d'exploiter les angoisses nées d'accidents ou de catastrophes. Certaines infox émanent de sources gouvernementales ; ce qui atteste l'actualité du rôle joué par les pratiques de désinformation dans les tensions géopolitiques. Le 2 juillet, un général iranien a ainsi accusé Israël de

trafiquer les nuages pour empêcher que la pluie ne tombe en Iran<sup>89</sup>. Dans un autre registre, un journaliste vedette à la télévision a prétendu le 20 août, dans le journal turc Sabah, proche du président Erdogan, que les États-Unis disposaient d'une « bombe gay », capable de changer l'orientation sexuelle de la population<sup>90</sup>.

Par-delà ces déclarations ponctuelles qui agitent l'opinion de manière temporaire – ce qui ne signifie pas qu'il faille en minimiser l'impact –, il existe des théories complotistes récurrentes dont on vérifie l'ancrage dans la durée.

## Platisme



Facebook

The screenshot shows the Facebook profile of a group named 'terre plate france'. The profile picture is a 3D rendering of a flat Earth, showing the continents and oceans on a flat disc. The group is described as a 'Groupe fermé' (closed group) with 816 members. The description states: 'Ce groupe est un groupe platiste sérieux qui a pour vocation de faire progresser les platistes entre eux. Ainsi tout les globistes en recherche de mensonges à imposer sont priés de ne pas entrer. Sous peine de renvoi immédiat.' The group was created on July 21, 2018, and the name was last modified on August 5, 2018. There are buttons for 'Rejoindre le groupe' (Join the group) and 'Plus' (More).

88 - BFM TV, 13 septembre 2018. 89 - La déclaration a été démentie par le directeur de la météorologie nationale. Cf. *L'Orient Le Jour*, 2 juillet 2018. Voir aussi le précédent de l'ex-président Ahmadinejad pareillement inspiré. Voir *Conspiracy Watch*, 21 mai 2011. 90 - 360°, 22 août 2018.

L'enquête sur le conspirationnisme dans l'opinion publique française révélait que 9% des personnes interrogées étaient tout à fait ou plutôt d'accord avec cet énoncé : « *il est possible que la Terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école.* » Ce chiffre peut recouvrir bien des réalités. Il ne peut néanmoins être écarté du champ de la réflexion au regard de l'envergure d'une telle croyance à l'échelle mondiale.

Elle est structurée par des organisations telle que la *Flat Earth Society*, fondée en 1956 aux États-Unis, dont le siège se situe à Lancaster, en Californie. La société promeut des arguments à caractères scientifique ou mystique pour contrer les faits établis par la NASA et les autres organismes de recherche en astronomie et en aérospatial. Le magazine *National Geographic* a pu établir que des millions de personnes adhéraient à cette théorie à travers le monde, dont douze millions aux États-Unis.

Cette croyance trouve également son assise dans l'organisation de rencontres régulières. L'essayiste anglais Tom Usher a assisté à l'une d'entre elles : un congrès d'adeptes de la théorie de la Terre plate les 28 et 29 avril 2018 à Birmingham (Royaume-Uni). « *J'ai adhéré à cette théorie quand Trump a fait son entrée en politique* », lui a expliqué l'un des participants. La justification témoigne nettement des effets de la remise en cause ambiante du savoir établi, jusque dans les sphères mêmes du pouvoir : « *J'ai commencé à m'intéresser à Hillary, puis au Pizzagate autour de mars 2017. Trump m'a fait prendre conscience qu'il pouvait y avoir un endoctrinement de masse, il m'a poussé à faire des recherches sur les Illuminati et l'État profond. Ça m'a pris à peu près trois mois pour com-*

*prendre et six mois pour accepter, et maintenant je sais qu'on n'est pas sur une boule qui tourne*<sup>91</sup>. »

Les déclarations de certaines personnalités sont également de nature à véhiculer ce type de croyances. En février 2017, Kyrie Irving, l'une des plus grandes stars de la ligue américaine de basket-ball, avait affirmé que la Terre était plate, réitérant ses déclarations à plusieurs reprises par la suite. La dérive complotiste du basketteur avait suscité critiques, sarcasmes mais aussi soutiens. Shaquille O'Neal, autre basketteur de renom, avait ainsi surenchérit, préconisant l'observation directe : « *Je conduis de Floride jusqu'en Californie, et c'est plat. Je ne vais pas de bas en haut à 360 degrés. [...] Vous allez me dire que la Chine est en dessous de nos pieds ? La Chine est sous nous ? Non. La Terre est plate.* »

Face à ces déclarations, un ingénieur américain a tenté de montrer, à l'aide d'un ballon de basket, d'une lampe de bureau et d'un appareil photo doté d'un objectif macro, pourquoi les hommes, minuscules à la surface de la Terre, voyaient l'horizon désespérément plat. La réponse est apparue, limpide : notre petitesse nous empêche de voir à l'œil nu la courbure de la Terre. Il y a peu à croire que les résultats de l'expérience, publiés en ligne, suffisent à convaincre les platistes dont les convictions s'appuient d'abord sur une position de principe : la conviction que les autorités scientifiques, politiques et médiatiques mentent. Toujours est-il que le 1er octobre 2018, lors d'un événement organisé par le magazine économique américain *Forbes*, Kyrie Irving a fini par présenter ses excuses pour avoir inconsidérément défendu cette thèse.

“

*« J'ai commencé à m'intéresser à Hillary, puis au Pizzagate autour de mars 2017. Trump m'a fait prendre conscience qu'il pouvait y avoir un endoctrinement de masse, il m'a poussé à faire des recherches sur les Illuminati et l'État profond. Ça m'a pris à peu près trois mois pour comprendre et six mois pour accepter, et maintenant je sais qu'on n'est pas sur une boule qui tourne<sup>91</sup>. »*

”

<sup>91</sup> - *Vice.com*, 17 mai 2018.

## « Chemtrails »



15% des personnes interrogées dans le cadre de la première vague de l'enquête sur le complotisme avaient accueilli positivement l'affirmation : « *Certaines traînées blanches créées par le passage des avions dans le ciel sont composées de produits chimiques délibérément répandus pour des raisons tenues secrètes* » (un jeune Français de 18 à 24 ans sur trois). Dans la deuxième vague de l'enquête, le chiffre est passé à 20%.

Szymon Malinowski, géophysicien polonais, raconte dans une interview publiée par *Gazeta Wyborcza* comment il a essayé, sur Facebook, de faire entendre raison à des partisans de la thèse des chemtrails. Si, pour Malinowski, « *les conspirationnistes et les scientifiques ne se comprennent pas* », « *les discussions publiques sont essentielles pour limiter leur propagation*<sup>92</sup>. » C'est un raisonnement analogue qu'avait défendu en 2016 Ken Caldeira, un chercheur au département écologie de la Carnegie Institution for Science (États-Unis). Ken Caldeira avait présenté les résultats d'une étude qu'il avait supervisée et qui avait consisté à soumettre les arguments des partisans de la théorie des chemtrails à un groupe d'experts scientifiques. Les résultats furent

sans appel : 98,7% des 77 spécialistes associés à l'étude avaient conclu à des arguments erronés ou insuffisamment documentés pour constituer une preuve. Ken Caldeira avait rappelé la finalité de sa démarche, qui pourrait constituer une sorte d'axiome en matière de lutte contre le complotisme : « *L'objectif de cette étude n'est pas de faire changer d'avis les fanatiques de ces théories, mais de rendre accessible à ceux qui doutent, une véritable expertise scientifique sur le sujet* ».

C'est bien parce que les théories du complot s'attaquent à la parole des experts qu'il importe de valoriser, plus que jamais, la méthode et la pratique scientifiques ainsi que la pédagogie. La déconstruction des théories fumeuses requiert une plus grande présence des scientifiques dans les débats publics. Parmi les mises au point au sujet des chemtrails, on pourrait citer celle d'Olivier Boucher, directeur de recherche au Laboratoire de Météorologie dynamique du CNRS, répondant en juillet 2018 pour France Culture à la question : « *les avions diffusent-ils des produits chimiques à notre insu ?* ». « *Les chemtrails sont une vue de l'esprit* », affirme le climatologue qui passe efficacement en revue les questions et les doutes à ce sujet<sup>93</sup>.

## Le premier pas de l'Homme sur la Lune



On sait que la mission Apollo 11, qui fut la première à poser des hommes sur le sol lunaire, le 20 juillet 1969, souleva rapidement doutes et théories, dans le contexte de la Guerre froide : les images transmises n'auraient-elles pu, en effet, être tournées en studio ? Sur France Culture l'astrophysicien François Forget a eu l'occasion de répondre sur un événement qui continue d'embrumer certains esprits cinquante ans après les faits. La première vague de l'enquête sur le complotisme avait en effet révélé que 16% des personnes interrogées étaient d'accord avec la proposition selon laquelle « *Les Américains ne sont jamais allés sur la lune et la NASA a fabriqué des fausses preuves et de fausses images de l'atterrissage de la mission Apollo sur la lune* ». Avec un taux de 9%, à pondérer par celui de 18% ayant répondu qu'elles ne savaient pas, la théorie témoigne d'une constance.

Il faut, là aussi, s'interroger sur le rôle de certains leaders d'opinion, susceptibles de servir de modèle à leurs fans et venant nourrir leurs doutes. Ainsi le 23 juillet 2018, le joueur de football espagnol Iker Casillas a lancé un sondage dans un tweet, dans lequel il demandait à ses *followers* s'ils croyaient au fait que l'Homme avait marché sur la Lune en 1969. L'ancien gardien de but du Real

Madrid avait terminé son tweet par les mots suivants : « *Y croyez-vous ? Moi, non !* »

Ce sondage improvisé a obtenu 300 000 votes, faisant apparaître que 42% des réponses ne croyaient pas à la version officielle. Ajoutons que le tweet de Casillas a été relayé plus de 2 500 fois et « liké » plus de 5 500 fois.

Après avoir confié dans un podcast qu'il doutait que les hommes soient un jour allés sur la Lune, le joueur américain de basket-ball de la NBA Stephen Curry s'est vu proposer par la NASA la visite de son laboratoire lunaire. Le joueur est rapidement revenu sur sa déclaration en affirmant en marge d'un match : « *C'était faux à 1000%. Je plaisantais évidemment sur ce podcast. Je ne disais rien juste pour voir les gens utiliser ce que j'ai dit pour me décrire comme un gars qui croit que le voyage sur la Lune était faux.* » Stephen Curry a ensuite vanté les bienfaits de l'éducation et de l'information et accepté l'invitation de la NASA<sup>94</sup>. Si ce dernier cas illustre l'une des difficultés liées à l'évaluation du degré d'adhésion aux théories du complot, il ne pose pas moins la question des retombées possibles de telles déclarations sur des milliers de fans, dans un contexte où la vérité tend à apparaître optionnelle.

92 - *Courrier international*, 15 juin 2018. 93 - « Les idées claires », *France culture*, 28 juillet 2018. 94 - *CNews*, 11 décembre 2018 ; *Fredzone.org*, 15 décembre 2018.

## ZOOM : la contestation anti-Linky

Avec Linky, un compteur électrique de nouvelle génération reposant sur la télétransmission des données de consommation à Enedis (entreprise gérant le réseau de distribution d'électricité en France), les ingrédients étaient rassemblés pour que la campagne d'installation du boîtier inspire, tout au long de l'année 2018, de multiples réactions versant dans la théorie du complot. La nature supposée dangereuse des ondes électromagnétiques a inquiété, entraînant des flots de commentaires sur les réseaux sociaux et des refus d'installation. On put mesurer la sensibilité du sujet avec la rumeur née d'un incendie, survenu en avril 2018 à Laxou-Champ-le-Bœuf (Meurthe-et-Moselle), ayant entraîné la mort par asphyxie d'un habitant : le compteur Linky aurait été à l'origine du sinistre. L'infox était en fait fondée sur une extrapolation de faits rapportés par un article de *L'Est républicain* ; elle circula sur plusieurs sites Internet et fut colportée par des articles partagés des milliers de fois<sup>95</sup>.

L'inquiétude inspira aux députés du groupe La France insoumise à l'Assemblée nationale une proposition de loi « *tendant à permettre aux consommateurs et aux maires de s'opposer à l'installation de compteurs électriques dits intelligents* »<sup>96</sup>. Alors que 39 millions de compteurs Linky devraient être posés d'ici 2021, la proposition des députés LFI n'hésitait pas à reprendre l'argument scientifiquement infondé de la nocivité des ondes, quitte à alimenter la psychose autour de l'opération. De nombreuses études ont pourtant attesté l'innocuité des compteurs, que résume la mise au point suivante, lisible sur le site *lesnumeriques.com* en mai 2018 : le module CPL G3 qui équipe les compteurs Linky « *émet en pratique tellement peu d'ondes qu'elles sont difficiles à mesurer, de l'ordre de 0,1 V/m selon les relevés du Centre scientifique et technique du bâtiment, contre 4 V/m en moyenne pour une antenne 4G lors d'un appel ou 30 V/m pour une plaque à induction* »<sup>97</sup>.

Signe d'une dérive inquiétante, le quotidien *Sud Ouest* rapporta en juin 2018, sans se montrer critique à l'égard du caractère anxiogène de ces alertes, l'initiative de deux Bordelais ayant mis au point un appareil pour se « *protéger des ondes de Linky* » au prix de 600 euros<sup>98</sup>. Où l'on voit que la contestation anti-Linky est aussi un business...

## Les algorithmes du faux

**Des seringues porteuses du VIH cachées dans des pompes à essence<sup>99</sup>, un projet « mondialiste » visant à euthanasier les personnes âgées<sup>100</sup>, une**

**femme égorgée à Sarcelles un soir d'Halloween<sup>101</sup>, etc. : ces infox ont été relayées des milliers de fois sur les réseaux sociaux.**

## Des contenus extrêmement viraux



La facilité et la rapidité avec laquelle les infox sont reprises ne manquent pas d'interroger les chercheurs. La revue *Science* a ainsi publié une étude analysant 126 000 histoires différentes qui se sont répandues sur Twitter entre 2004 et 2017. Les résultats ont montré que les fausses nouvelles circulaient « *plus vite, plus loin, plus profondément et plus largement que les vraies* »<sup>102</sup>. On comprend dès lors les enjeux attachés aux campagnes de désinformation, devenues aujourd'hui une des forces de frappe pour certains intérêts privés ou publics.

Au printemps 2015, le sociologue Géraud Bronner analysait la dérégulation de l'offre en matière d'informations et ses conséquences pour la diffusion des rumeurs et des théories conspirationnistes. Il y décrivait l'action efficace sur les forums d'une minorité de militants extrémistes et pointait en outre un certain nombre de biais déterminant le comportement des internautes et rendant difficiles les campagnes de lutte contre la désinformation<sup>103</sup>.

Quelques années plus tard, la tendance est allée en

95 - *Le Monde*, 28 avril 2018. 96 - Proposition de loi enregistrée à la Présidence de l'Assemblée nationale le 16 mai 2018. 97 - *lesnumeriques.com*, 22 mai 2018. 98 - *Sud-Ouest*, 4 juin 2018. 99 - *20Minutes.fr*, 5 octobre 2018. 100 - *Checknews.fr*, 12 octobre 2018. 101 - *AFP Factuel*, 1er novembre 2018. 102 - *{Sciences?}* (Le blog de Sylvestre Huet sur *Lemonde.fr*), 8 mars 2018. 103 - *Défense24news*, 21 juin 2018.

## Analyse

s'accroissant, à l'échelle mondiale, donnant lieu à des constats particulièrement inquiétants, comme en Inde, où ont eu lieu des lynchages à la suite de la diffusion sur les réseaux sociaux de fausses informations<sup>104</sup>. Des rumeurs partagées sur l'application WhatsApp, désignant des personnes comme des ravisseurs d'enfants, ont en effet conduit à l'assassinat de plusieurs dizaines de personnes.

Le phénomène n'est ni nouveau, ni spécifique à l'Inde. La BBC a pu comptabiliser 32 assassinats au cours des dernières années, dus à la circulation de rumeurs sur les réseaux sociaux. BBC News a mené à ce sujet une étude pour tenter de mieux cerner les raisons pour lesquelles des citoyen(ne)s ordinaires diffusent de fausses informations. Pour ce faire, BBC News a analysé les contenus échangés par un panel de volontaires, via leurs smartphones, pendant sept jours, en Inde, au Nigeria et au Kenya. L'étude a fait émerger, pour chacun de ces trois pays, des pôles de motivations dominants : le nationalisme pour l'Inde, les escroqueries financières pour le Kenya, le terrorisme et l'armée pour le Nigeria<sup>105</sup>.

L'Organisation pour la science et la société, une composante de l'Université McGill (Canada), a quant à elle produit et diffusé une vidéo destinée à démontrer à quel point il est facile de rendre viral un contenu parfaitement mensonger. Inventé de toutes pièces, le message de la vidéo expliquait que les grandes compagnies pharmaceutiques dissimulent sciemment, depuis deux siècles, une mousse végétale capable de soigner le cancer. Elle reprenait tous les codes graphiques, discursifs et sonores de ce type de clips qui fleurissent sur Internet et y connaissent une diffusion massive. En moins d'une semaine, la vidéo a été visionnée 3,1 millions de fois<sup>106</sup>.

La menace pour la démocratie est évidente. Elle a pu être observée au cours de la campagne de l'élection présidentielle au Brésil (octobre 2018) qui s'est déroulée dans un contexte où ont pullulé les fausses nouvelles (*fake facada*) sur les réseaux sociaux. La campagne qui s'est polarisée sur un candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, et un candidat du Parti des travailleurs (PT), Fernando Haddad, a accordé une large place à la



Tweet du compte Égalité & Réconciliation relayant une citation dénaturée attribuée à Jacques Attali (Twitter, 30 janvier 2018)

désinformation. Les amateurs de théories du complot s'en sont donné à cœur joie, si bien que, d'après la correspondante de RFI à Rio de Janeiro, les candidats et leurs partis ont été « parfois obligés [de] passer plus de temps à démentir les rumeurs qu'à faire campagne »<sup>107</sup>.

Au cours de l'année 2018, face au développement exponentiel des contenus viraux, devenus, pour certains individus, une rente financière, la pression s'est accrue sur les grandes plateformes de partage de ces contenus.

---

“  
*Les rumeurs sont un vrai problème pour les candidats et leurs partis, qui qualifient ce phénomène de « guerre virtuelle ». Ils sont parfois obligés de passer plus de temps à démentir les rumeurs qu'à faire campagne..*<sup>107</sup>  
”

---

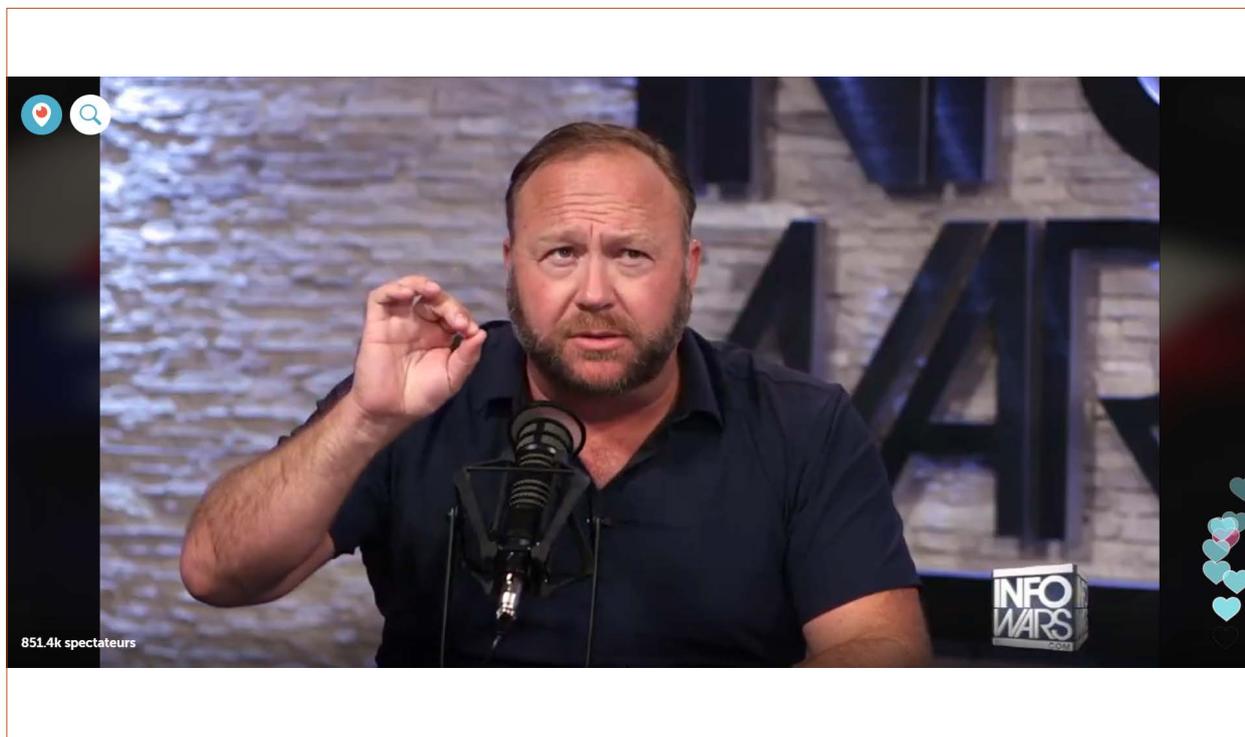
104 - France Inter, 3 juillet 2018. 105 - BBC News, 12 novembre 2018. 106 - Conspiracy Watch, 13 juillet 2018. 107 - T RFI, 4 octobre 2018.

## Le cas d'Infowars



Animé par Alex Jones, *InfoWars* est probablement le premier site conspirationniste américain. Qu'il s'agisse de la fusillade du lycée Marjory Stoneman Douglas (dix-sept morts) à Parkland (Floride) ou de la tuerie de l'école primaire Sandy Hook de Newtown (Connecticut), qui a causé la mort de vingt-huit personnes dont vingt enfants, le 14 décembre 2012 : Jones a prétendu des années durant que les parents et proches des victimes étaient des « acteurs de crises » agissant pour le gouvernement et qu'il n'y aurait eu, en réalité, aucune victime. Des parents ont porté plainte contre l'animateur le 17 avril 2018. Certaines marques, dont les publicités apparaissant sous les vidéos diffusées par la chaîne *InfoWars* sur YouTube, ont aussi demandé à la plateforme de mettre fin à cette pratique commerciale.

Des parents d'une victime de sept ans de la tuerie de Sandy Hook ont saisi la direction de Facebook pour que les contenus remettant en cause la réalité du drame ainsi que les menaces dont ils avaient été la cible soient retirés de la plateforme. Le réseau social a mis en place un canal privilégié pour que les familles de victimes puissent communiquer avec les employés de Facebook<sup>108</sup>. Au début du mois d'août 2018, Facebook, Youtube, Apple, Spotify et Vimeo – rejoints par Twitter<sup>109</sup> en septembre 2018 – ont pris des mesures inédites contre le fondateur d'*InfoWars* en le privant d'accès à leurs plateformes dont il enfreignait les règles. Enfin, le site de paiement en ligne Paypal a annoncé quelques jours plus tard qu'il n'accueillerait plus les transactions financières liées à *InfoWars*<sup>110</sup>.



Alex Jones (Periscope, 1er juillet 2018)

## YouTube



La responsabilité des plateformes dans la diffusion de ces contenus a été plus généralement ciblée. Accusée de propager les théories du complot, la direction de YouTube a annoncé, le 13 mars 2018, sa volonté d'af-

ficher aux côtés de vidéos portant sur ce thème, des informations issues de Wikipédia. Sans vouloir renoncer à assurer à ses utilisateurs une liberté d'expression sans frein, elle entendait faire face au défi de la désinforma-

108 - *20Minutes.fr*, 26 juillet 2018. 109 - *Le Monde*, 7 septembre 2018. 110 - *New York Times*, 21 septembre 2018.

tion en désactivant, par exemple, les commentaires ou la monétisation liées à certaines vidéos<sup>111</sup>. On a pu découvrir que la plateforme YouTube Kids, dédiée aux enfants, n'était pas épargnée. Le jeune public pouvait en effet se voir suggérer ou recommander, parfois même en haut de la page d'accueil, des vidéos complotistes. Les jeunes utilisateurs «peuvent trouver des vidéos soutenant que l'homme n'a jamais marché sur la Lune, que le monde est dominé par les reptiliens ou que la Terre est plate»<sup>112</sup>.

La question des algorithmes est au cœur des interrogations. En 2018, YouTube compte 1,5 milliard d'utilisateurs dans le monde, visionnant plus d'un milliard d'heures par jour, soit dix fois plus qu'en 2012. À l'origine de cette croissance, un algorithme qui identifie et recommande des vidéos dont la lecture représente 70%

du temps total de visionnage sur la plateforme.

Au système des vidéos recommandées s'ajoute l'attitude des usagers de la plateforme. Selon une étude du Pew Research Center (États-Unis), en 2018, 38 % des adultes considèrent YouTube comme une source d'information. Un sur cinq «estime [que cette plateforme est] très importante pour les aider à comprendre les événements qui se produisent dans le monde». Les incendies de Californie, en juillet et août 2018, illustrent les dégâts causés par l'algorithme de YouTube qui continue à valoriser les contenus complotistes, à l'image de cette théorie expliquant que les feux ont été délibérément allumés grâce à des armes laser montées sur des avions. Pour le site d'informations *Motherboard*, «YouTube n'a pas pris les mesures adéquates pour empêcher ces théories du complot de pulluler sur sa plateforme»<sup>113</sup>.

## Facebook



Malgré des gages donnés par Facebook face aux pressions, comme dans l'affaire *InfoWars*, force est de constater que l'intérêt commercial s'accommode mal de limites morales. Le réseau social s'est ainsi livré à un ciblage publicitaire assez particulier en classant des utilisateurs dans la catégorie des «personnes ayant liké des pages relatives aux théories conspirationnistes du génocide blanc». Le *white genocide* équivaut à la théorie conspirationniste du Grand Remplacement (initiée en France par Renaud Camus) selon laquelle un processus de remplacement de la population d'origine européenne par des populations extra-européennes serait à l'œuvre. Facebook aurait rapidement fait le ménage. Quelques jours après le massacre commis dans une synagogue de Pittsburgh par un homme persuadé que les Juifs travaillent à ce «génocide blanc» (27 octobre 2018), l'affaire avait de quoi alerter une nouvelle fois sur les pratiques du réseau social<sup>114</sup>.

Le 21 novembre 2018, Elliot Schrage, responsable de la communication de Facebook, a clarifié dans un mémo public les conditions dans lesquelles le réseau social avait été amené à engager un cabinet de conseil proche du Parti Républicain, *Definers Public Affairs*, dont une partie de l'activité a consisté à tenter de discréditer les organisations critiques à l'égard de Facebook, en suggérant qu'elles étaient financées par le milliardaire et philanthrope George Soros. Une semaine plus tôt, le *New York Times* avait publié une enquête sur les campagnes de communication menées par Facebook au cours des deux dernières années. Facebook a reconnu qu'il avait chargé la société *Definers*, avec laquelle il n'entretient plus de relations, d'enquêter pour savoir qui était derrière la campagne «*Freedom from Facebook*» et savoir si Soros – qui, en janvier 2018, avait qualifié Facebook de «menace pour la société» – y était mêlé. «Nous n'avions

jamais entendu auparavant de telles critiques de sa part et nous voulions savoir s'il avait une quelconque motivation financière », a plaidé Elliot Schrage. Cible récurrente de la droite américaine et de la complotosphère antisémite, George Soros a notamment financé *Color of Change*, une organisation antiraciste membre de «*Freedom from Facebook*» et visée à ce titre par la campagne de dénigrement de *Definers*. Pour le président de *Color of Change*, Rashad Robinson, «la réaction de Facebook à notre campagne a été d'attiser les flammes de l'antisémitisme. Elle a donné de l'oxygène aux pires théories du complot antisémite qui circulent au sein de la base nationaliste blanche pro-Trump. Ces théories visent non seulement à déshumaniser les Juifs, mais aussi à nier la légitimité des mouvements sociaux progressistes dirigés par des personnes de couleur, en suggérant que nous ne suivons pas notre propre agenda ». Selon Sheryl Sandberg – la numéro 2 de Facebook –, «personne n'a jamais eu l'intention de promouvoir un récit antisémite à l'encontre de Monsieur Soros ou de quiconque. [...] Notre entreprise est fermement opposée à la haine. L'idée que notre travail a été interprété comme antisémite est pour moi profondément odieuse»<sup>115</sup>.

Propriété de Facebook, le réseau social Instagram a supprimé deux hashtags antisémites à l'automne 2018, après un article du *New York Times* qui pointait du doigt l'existence de milliers de messages haineux. Sous les hashtags #911wasdonebythejews et #jewsdid911 se propageait la théorie du complot selon laquelle les Juifs auraient été responsables des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Bien qu'opportun, ce nettoyage ne règle évidemment pas la question de la diffusion des posts antisémites via Instagram, ni celle du rôle plus général des réseaux sociaux comme vecteurs de contenus haineux<sup>116</sup>.

111 - *Le Monde*, 14 mars 2018. 112 - *20 Minutes*, 20 mars 2018. 113 - *Courrier international*, 23 novembre 2018. 114 - *Presse-citron.net*, 5 novembre 2018. 115 - *Next Impact*, 21 novembre 2018. 116 - *i24news*, 2 novembre 2018.

## Applications et autres plateformes



Parmi les mesures de blocages qui ont frappé Alex Jones et *InfoWars*, il faut signaler le retrait de l'Apple Store des applications liées à ces contenus. D'autres applications ont été visées. Qdrops, par exemple : cette application conspirationniste, vendue un dollar, figurait dans le top 10 des applications payantes les plus populaires de la catégorie « divertissement de l'App Store ». Le 16 juillet 2018, la chaîne NBC a publié une vaste enquête sur le sujet qui a conduit Apple et Google à retirer l'application de leur catalogue. Le programme recensait les publications (« drops ») de « Q », figure anonyme censée bénéficier d'une accréditation « secret défense », délivrant des questions interprétées comme des prophéties par ses lecteurs. La théorie du complot constituée autour de « Q » jouit d'un important succès aux États-Unis. Le fait que l'application ait pu être commercialisée pendant plusieurs mois sur l'Apple Store interroge, une fois de plus, sur la capacité des GAFAM à filtrer les contenus litigieux<sup>117</sup>.

L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a demandé à Apple et à Google de retirer de leur plateforme l'application *Égalité & Réconciliation* considérée par l'association comme « contraire aux conditions générales d'utilisation de l'Apple Store en raison des fake news, des propos et dessins négationnistes, homophobes, racistes ou antisémites que l'on retrouve sur ce site internet »<sup>118</sup>. La demande a été suivie d'effets.

Le chantier est donc immense en raison des barrières philosophiques et commerciales qui s'opposent à la censure des contenus, quel que soit le degré de violence de ces derniers. Il faut également tenir compte du fait

que des pressions s'exercent en sens inverse. Ainsi, Brad Parscale, le directeur des médias numériques pour la campagne de Donald Trump n'a pas hésité à broder, sur Twitter ou Facebook, sur le mythe d'une censure organisée par ces grands médias contre les contenus conservateurs. L'homme s'est dit favorable à ce que Gab, le réseau social de l'alt-right américaine, obtienne une application iPhone. Cette stratégie semble rapporter puisque les dirigeants de Facebook ont également rencontré Brad Parscale et d'autres dirigeants républicains pour faire entendre leurs « préoccupations »<sup>119</sup>.

Les plateformes de vidéo à la demande Netflix et Amazon Prime Video ne sont pas en reste. Elles font la promotion, dans leurs catalogues, de vidéos conspirationnistes. Tant sur la plateforme américaine que sur l'interface française, on trouve de pseudo documentaires remettant en question la version communément admise des attentats du 11-Septembre ou tendant à démontrer l'existence des extraterrestres, à grands renforts d'images d'archives détournées<sup>120</sup>.

La principale plateforme d'hébergement de sites web, WordPress, a en revanche pris la décision de changer ses règles. Depuis l'été 2018, elle interdit les sites promouvant certaines théories du complot. Automattic, la société qui gère WordPress a interdit la « publication nuisible et non autorisée d'images identifiables de mineurs », en référence à l'utilisation par certains sites complotistes de photographies d'enfants tués à l'école Sandy Hook de Newtown (2012). L'entreprise s'est saisie de cette occasion pour supprimer plusieurs blogs conspirationnistes<sup>121</sup>.



*« Le chantier est donc immense en raison des barrières philosophiques et commerciales qui s'opposent à la censure des contenus, quel que soit le degré de violence de ces derniers. Il faut également tenir compte du fait que des pressions s'exercent en sens inverse. »*



116 - *i24news*, 2 novembre 2018. 117 - *Le Monde*, 17 juillet 2018. 118 - *Les Echos.fr*, 12 septembre 2018. 119 - *Mediamatters*, 5 juillet 2018. 120 - *Conspiracy Watch*, 18 décembre 2018. 121 - *Le Monde*, 17 août 2018.

## Abandonner le web aux désinformateurs ?



La désinformation constitue aujourd'hui un enjeu majeur avec des médias qui brouillent les limites entre le travail journalistique du rapport et de l'analyse des faits, et la recomposition de la réalité, en fonction d'autres objectifs comme les luttes idéologiques, la parodie ou encore le mensonge assumé.

On a vu se développer, en 2018, l'activité de certains sites qui exploite ce flou. Ainsi en est-il du site français *Wikis-trike*, qui sélectionne et recopie des fausses informations venues des quatre coins du monde et déjà publiées sur d'autres sites<sup>122</sup>. Le site « parodique » belge *Nordpresse* s'est distingué quant à lui à plusieurs reprises, au cours de l'année écoulée, en brouillant les lignes entre la satire et la tromperie, allant jusqu'à utiliser des adresses ressemblant à celles de vrais sites d'informations pour relayer ses « fake news trash »<sup>123</sup>. À l'été 2018, le site a versé dans le complotisme, lorsque la concomitance entre la publication de contenus « humoristiques » autour de l'affaire Benalla et des problèmes techniques sur Facebook, ont fait crier à la censure son administrateur, Vincent Herregat, dit Flibustier. Une info sur l'essayiste Bernard Henri-Lévy et une autre sur la secrétaire d'État Marlène Schiappa publiées sur *Nordpresse* ont été relayées des centaines de fois, engendrant des réactions de haine qui interrogent, à nouveau, sur le genre médiatique – et les responsabilités attenantes – consistant à diffuser des rumeurs et des fausses informations sous couvert de canular<sup>124</sup>. Le 24 novembre 2018, Vincent Flibustier intervenait lors d'une conférence organisée par ATTAC Bruxelles aux côtés du militant « antisioniste » Michel Collon, un proche du conspirationniste Thierry

Meyssan et dont le site, *Investig'Action*, est décrit par les Décodeurs du Monde comme diffusant « un nombre significatif de fausses informations et/ou d'articles trompeurs ».

En novembre 2018, Les Décodeurs du Monde ont identifié un Français, Johann Fakra, derrière une trentaine de sites mensongers présentés comme des médias « alternatifs ». Ces derniers diffusent régulièrement des articles sensationnalistes et de fausses informations, aux accents souvent complotistes. « *Réunis, expliquent Les Décodeurs, ils constituent l'un des plus gros réseaux de désinformation français.* » Parmi les dizaines de titres mensongers et les fausses informations relayées, on trouve des vidéos publiées par Égalité & Réconciliation ou encore des propos d'Henri Joyeux<sup>125</sup>, remettant en cause les bénéfices de la vaccination ; une démarche à mi-chemin entre des fins idéologiques et l'intérêt mercantile<sup>126</sup>.

L'enjeu franchit un palier lorsqu'il est question de médias officiels qui mêlent ces registres. « *Peut-on faire confiance à RT et Sputnik France pour couvrir la crise Russie-Ukraine ?* », interrogeait par exemple le journaliste Antoine Hasday<sup>127</sup> en décembre 2018. Il répondait par la négative estimant que le traitement de l'information y est servi par des commentateurs pro-Kremlin aux profils bien hétéroclites. « *Sputnik clame aussi que les occidentaux conspiraient avec l'Ukraine pour organiser des "provocations", dont certaines impliqueraient des armes chimiques* », explique le journaliste qui apporte les précisions suivantes au sujet de la stratégie éditoriale : « *Inonder le web de nombreux papiers sur un sujet peu couvert*

lemonde.fr

# DÉCODEX

Entrez l'adresse (URL) d'une page Web ci-dessous ou le nom d'un site pour savoir si la source de l'information (c'est-à-dire celui ou celle qui la diffuse) est plutôt fiable ou non.

## Investigaction

Un site internet créé par Michel Collon, militant anti-américain et antisioniste, proche de Thierry Meyssan, connu pour reprendre régulièrement des thèses conspirationnistes, sur le 11-Septembre ou la Syrie.

sa page Facebook
 sa page Twitter

**Notre avis :**

✘

**Ce site diffuse un nombre significatif de fausses informations et/ou d'articles trompeurs. Restez vigilant et croisez avec d'autres sources plus fiables. Si possible, remontez à l'origine de l'information.**

122 - YouTube/Aude WTFake, 16 septembre 2018. 123 - *Les Décodeurs (Lemonde.fr)*, 23 juillet 2018.

125 - *Conspiracy Watch*, 16 novembre 2018 ; *Checknews.fr*, 28 décembre 2018. 126 - Sur Henri Joyeux, voir « Diffusion et influence » dans la thématique « Santé ».

127 - *Les Décodeurs (Lemonde.fr)*, 14 novembre 2018.

par les médias indépendants permet d'être bien référencé par Google, même s'ils sont mensongers »<sup>128</sup>.

Quelques mois plus tôt, pour illustrer un billet publié sur son blog, le journaliste de la webtélé *Le Média*, Claude El Khal, avait relayé une vidéo du site complotiste *Panama* avant d'estimer publiquement qu'il n'y avait pas de problème à s'appuyer sur ce type de contenus<sup>129</sup>. En février 2018, le même journaliste avait été vivement critiqué pour avoir défendu le choix de ne montrer aucune image du conflit en Syrie – suscitant même une réaction de l'AFP – tandis que plusieurs centaines de civils périssaient en quelques jours sous les bombardements de l'armée de Bachar el-Assad. Plusieurs internautes avaient relevé que Claude El Khal avait, par le passé, diffusé un certain nombre de contenus à caractère complotiste, suggérant en particulier que l'État islamique était manipulé par Israël ou que les attentats du 11 septembre 2001 étaient un complot interne américain<sup>130</sup>.

Début septembre 2018, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères (CAPS) ont publié conjointement un rapport qui contenait cinquante recommandations aux États et à la société civile pour prévenir la manipulation de l'information<sup>131</sup>. Préconisant de « ne pas abandonner le web aux extrémistes », de « légiférer lorsque nécessaire », de « responsabiliser les plateformes numériques », de créer une structure dédiée « chargée de détecter et contrer les manipulations de l'information » et de venir en appui aux efforts de la société civile pour « développer sa propre résilience », les auteurs du rapport se focalisent tout particulièrement sur les opérations informationnelles en provenance du Kremlin, qualifiées d'« habile mélange de propagande de tradition soviétique et de divertissement à l'américaine » et dont l'objectif « n'est plus de convaincre d'une idéologie alternative » mais « d'affaiblir en divisant ».

Notons que le 20 novembre 2018 a été adoptée par le Parlement la loi contre « la manipulation de l'information » (dite « anti-fake news ») prévoyant trois dispositions : un élu ou un citoyen ayant intérêt à agir pourra saisir en urgence un magistrat dans les trois mois précédant une élection pour faire cesser la diffusion de fausses informations constituant « des allégations ou imputations inexactes ou trompeuses d'un fait de nature à altérer la sincérité du scrutin à venir [...] diffusées de manière délibérée, artificielle ou automatisée et massive par le biais d'un service de communication au public en ligne »<sup>132</sup> (le juge des référés devra se prononcer dans les 48



Rapport conjoint CAPS-IRSEM sur les manipulations de l'information.

heures sur le statut de l'information en question). Ensuite, les réseaux sociaux seront tenus d'être plus transparents sur l'origine des messages sponsorisés. Enfin, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) aura le pouvoir de faire cesser la diffusion sur le territoire française d'une chaîne étrangère soupçonnée de manipulation.

La loi a soulevé bien des critiques, en raison notamment de la difficulté à définir précisément la notion de « fausse information », bien que la notion de « fausse nouvelle » est présente dans le droit français depuis la loi de 1881 sur la liberté de la presse. Certains craignent que ce flou n'inspire une censure préventive et porte atteinte à la liberté d'opinion. Chacun mesure pour autant les risques que font peser sur la démocratie les entreprises de manipulation de l'information.

128 - *Slate.fr*, 5 décembre 2018. 129 - *France Soir*, 11 avril 2018. 130 - *Conspiracy Watch*, 28 février 2018.

131 - « Les manipulations de l'information. Un défi pour nos démocraties », rapport conjoint CAPS-IRSEM, août 2018.

132 - Loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information.

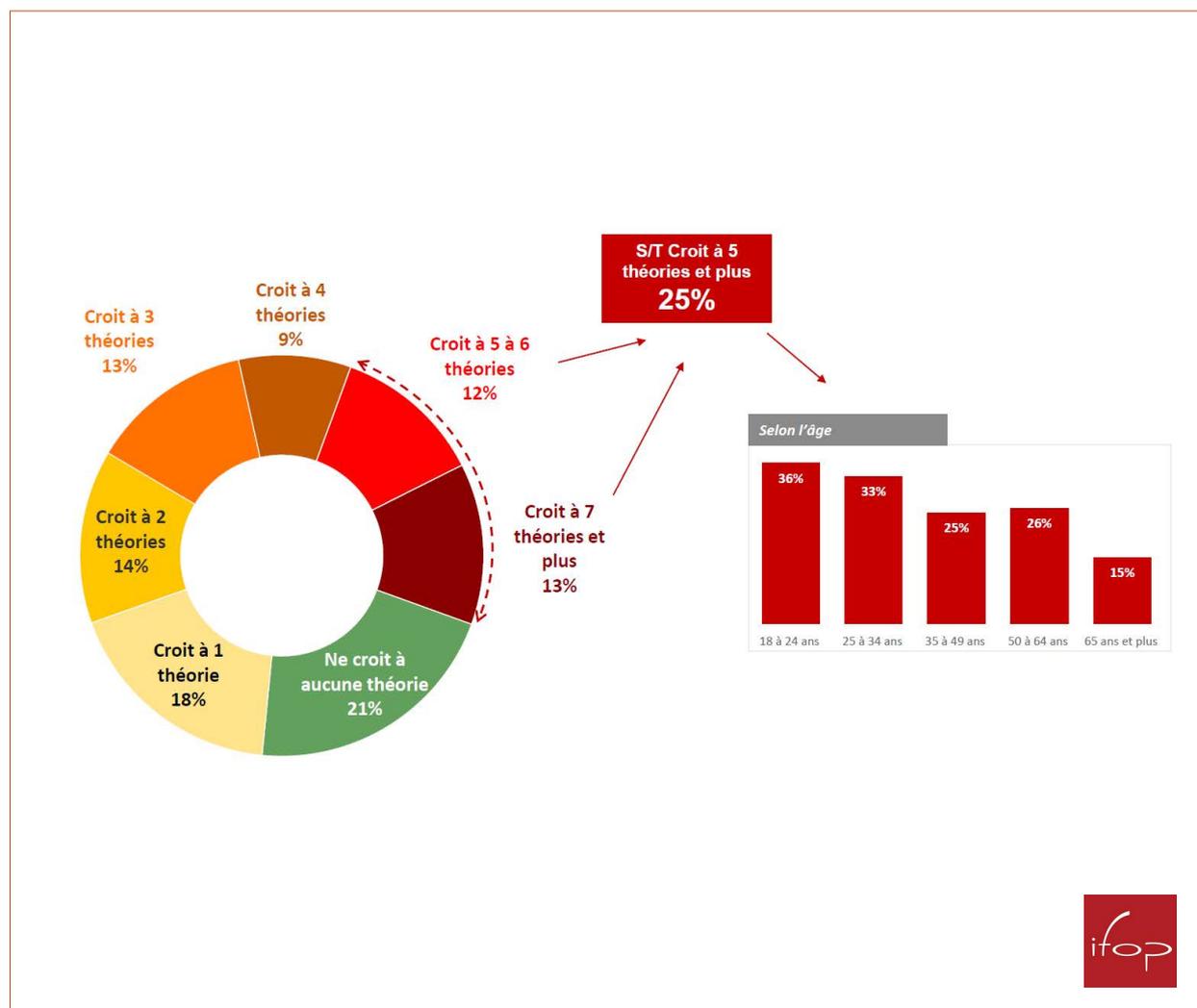
# Savoirs

## La première grande enquête sur le complotisme dans l'opinion publique française



Les attentats de janvier 2015 ont mis en lumière l'existence, au sein de la société française, d'un courant d'opinion complotiste tangible. Depuis, les inquiétudes sont croissantes quant à la circulation de théories du complot dans l'espace public ou encore de fake news susceptibles d'influer sur le cours d'une élection. Trois ans après ces attaques terroristes, la Fondation Jean-Jaurès et *Conspiracy Watch* ont commandité une grande enquête destinée à estimer la pénétration du complotisme dans l'opinion et à approcher plus finement le profil de ceux qui y adhèrent. Menée au mois de décembre 2017 et publiée en janvier 2018, cette

première enquête a été suivie d'une deuxième vague menée au mois de décembre 2018. Il en ressort que la mentalité conspirationniste, si elle demeure relativement minoritaire, concerne selon les types d'approche retenues, entre un Français sur cinq et un Français sur trois. La plupart des théories du complot soumises à l'échantillon ont recueilli des niveaux d'approbation préoccupants. Comparativement à leurs aînés, les jeunes sont nettement plus perméables à l'imaginaire complotiste. La corrélation entre conspirationnisme et comportements politiques extrémistes ou populistes est une nouvelle fois vérifiée.



## Le complotisme, un chantier de recherches en effervescence



Psychosociologue et maître de conférences à l'Université Rennes 2, Sylvain Delouée coordonne le projet de recherche «Conspiracy», financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR). «Conspiracy» mobilise des chercheurs de diverses disciplines sur la question des «croyances conspirationnistes». Il comporte une phase d'analyse des prédicteurs de théories mais prévoit également, après évaluation des ressources existantes, la conception de programmes d'intervention.

Professeur de psychologie sociale à l'Université Gutenberg de Mayence (Allemagne), Roland Imhoff a cherché à mieux cerner le profil psychologique des amateurs de théories du complot. Dans un article publié sur *cice.com*, le chercheur rappelle que l'un des constats les plus solides de la recherche sur le conspirationnisme est l'existence d'un point commun entre ceux qui adhèrent à ces idées : «Les personnes qui croient aux reptiliens sont plus à même de douter que Lee Harvey Oswald a agi seul. Quant à ceux qui pensent qu'Oussama ben Laden était déjà mort lorsque les forces spéciales de la marine américaine l'ont "neutralisé", ils sont plus susceptibles de croire que ben Laden est encore en vie». L'étude qu'il a menée, en inventant une théorie du complot de toutes pièces, a permis de montrer que ces derniers étaient animés d'un besoin de se sentir unique, un besoin de gratification personnelle : «vous avez l'impression de détenir des informations exclusives, et donc d'être différent des autres»<sup>133</sup>.

Avec une même finalité expérimentale, un professeur de l'École pratique des hautes études commerciales (EPHEC) de Bruxelles a laissé entendre à ses étudiants que le Luxembourg n'était pas un véritable pays mais une création artificielle. Utilisant des éléments d'information authentiques et jouant sur l'imaginaire lié à l'oligarchie financière, l'enseignant a instillé le doute sur l'existence du Luxembourg en se contentant de poser des questions très orientées. Ce fut l'occasion pour lui de rappeler la dimension valorisante des théories du complot : «Quand vous pensez être au courant d'un complot qui échappe à la majorité, vous avez le sentiment d'être une sorte d'élite. Vous n'êtes plus ce mouton dans le troupeau de ceux qui ne comprennent pas la vérité»<sup>134</sup>.

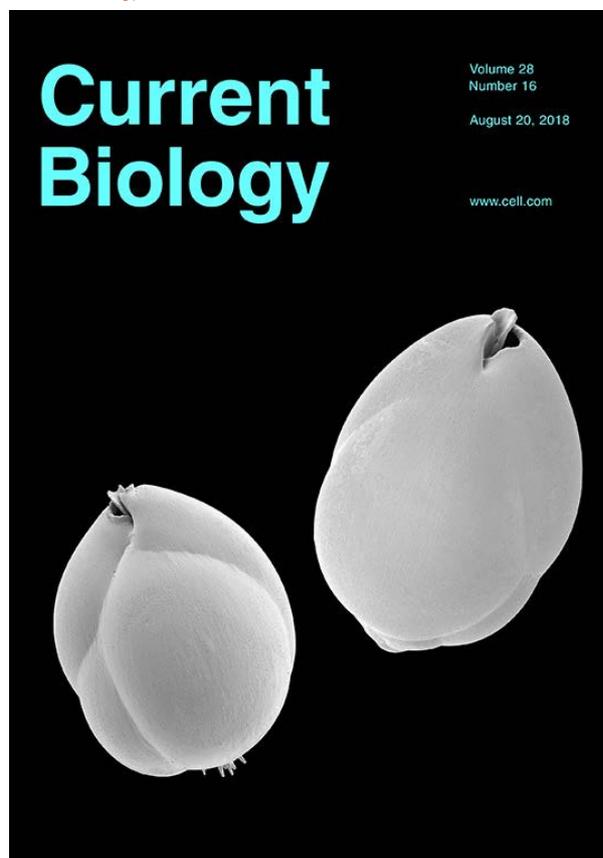
Professeur de philosophie à l'Université nationale d'Australie, Colin Klein s'est penché sur le profil de 130 000 utilisateurs de «r/conspiracy», un forum dédié aux conspirations sur le réseau social Reddit. Le groupe de chercheurs sous sa direction a analysé quelque 2,25 millions de commentaires, classant les utilisateurs en fonction de leur champs d'intérêt. Les conclusions de cette vaste enquête, publiées sur le site *Frontiers in Psychology*, montrent notamment que les «illuminés» constitue un groupe minoritaire (5% des utilisateurs) relativement isolé mais très actif (64% des commen-

taires). La majorité des utilisateurs ont un rapport moins obsessionnel aux thèses complotistes, constat qui contredit la représentation d'un conspirationnisme soluble dans la paranoïa. Le rapport de la majorité des utilisateurs aux croyances conspirationnistes se révèle très libre. «Avant Internet, on devait probablement faire un peu plus d'efforts et être plus mobilisé pour être conspirationniste», explique Colin Klein. Et de poursuivre : «Maintenant, la barrière d'entrée dans ce monde est beaucoup plus basse»<sup>135</sup>.

Une enquête d'opinion menée dans douze pays européens auprès de 12 000 personnes âgés de 14 à 24 ans révèle que 72% de ces jeunes Européens pensent que les médias traditionnels sont aux mains de grands groupes qui défendent leurs intérêts au mépris de l'information. 31% croient que des sociétés secrètes travaillent à mettre en place un Nouvel ordre mondial, 30% croient aux Illuminati et 7% donnent du crédit aux théories de la Terre plate<sup>136</sup>.

La revue scientifique américaine *Current Biology* a publié au mois d'août 2018 une étude réalisée par une

*Current Biology*, août 2018.



133 - *Vice.com*, 27 avril 2018. 134 - *RTBF*, 4 juin 2018. 135 - *Radio-Canada*, 28 avril 2018. 136 - *Le Monde des religions*, 19 juillet 2018.

équipe franco-suisse de chercheurs. L'étude, qui s'appuie sur trois enquêtes dont celle réalisée par l'IFOP en décembre 2017 à l'initiative de *Conspiracy Watch* et de la Fondation Jean-Jaurès, confirme la corrélation entre le complotisme et le créationnisme. Tout indique en effet que la tendance à croire aux théories du complot et le rejet de la théorie de l'évolution procèdent du même biais cognitif : la pensée téléologique qui conçoit le monde comme un système de relations entre des moyens et des fins<sup>137</sup>. « Les personnes qui ont ce biais tendent à interpréter la réalité et les faits à travers le prisme d'une idée a priori », explique l'un des auteurs de l'étude, Pascal Wagner-Egger, enseignant-chercheur en psychologie sociale et en statistique à l'Université de Fribourg, qui estime que la prise de conscience de ce type de biais cognitif permet aux personnes « de

les rendre moins vulnérable aux manipulations et aux généralisations.<sup>138</sup> »

Force est donc de constater que les théories du complot sont devenues des « croyances dominantes plutôt que marginales » dans un certain nombre de pays occidentaux d'après une enquête d'opinion réalisée par YouGov (site de sondages sur Internet) dans le cadre d'un projet porté par un centre de recherche (CRASSH) de l'université de Cambridge (Royaume-Uni) au cours de l'été 2018. Les résultats, présentés le 23 novembre 2018, suggèrent par exemple qu'un grand nombre de personnes dans les neuf pays sur lesquels l'étude a porté – États-Unis, Grande-Bretagne, Pologne, Italie, France, Allemagne, Portugal, Suède, Hongrie – pensent que leurs gouvernements leur « cachent la vérité » sur l'immigration<sup>139</sup>.



*Une enquête d'opinion menée dans douze pays européens auprès de 12 000 personnes âgés de 14 à 24 ans révèle que 30% de ces jeunes Européens croient aux Illuminati.*



## Éducation



En France, à l'occasion du lancement officiel, le 12 mars 2018, de la Semaine de la presse et des médias à l'école (19 au 24 mars 2018, #SPME2018 sur Twitter), le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a alerté sur « le cynisme [qui] envahit notre société et qui a pour conséquence le complotisme. » Le thème de cette 29<sup>e</sup> édition, organisée par le CLEMI, était : « D'où vient l'info ? »

À l'automne, la Fête de la science s'est emparée de la thématique des fausses informations et des idées reçues. Des milliers de manifestations ont été consacrées à ce sujet brûlant d'actualité. Répondant aux questions du journaliste Fred Courant, Frédérique Vidal, mi-

nistre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, a eu l'occasion de rappeler qu'il était très important de remettre la culture scientifique au cœur de la société. « Ce n'est pas parce qu'on répète une opinion 100, 200, 10 000 fois qu'elle en devient pour autant un fait scientifique ou une réalité », a affirmé la ministre, soulignant les enjeux de l'approche critique, notamment en matière d'information : « Quand on ment aux gens, quand on leur impose des idées préconçues, justement quand on inonde les réseaux sociaux de façon à laisser penser que la chose qui va être lue le plus grand nombre de fois c'est finalement la réalité, eh bien on prive les gens de leur liberté »<sup>140</sup>.

137 - Conspiracy Watch, 14 septembre 2018. 138 - cath.ch, 12 septembre 2018. 139 - Conspiracy Watch, 29 novembre 2018. 140 - Twitter, 5 octobre 2018

Entre ces deux manifestations annuelles, la rumeur s'est abattue sur l'institution scolaire à au moins deux reprises. Il a suffi d'un sujet à l'épreuve d'histoire du bac portant sur le Proche et le Moyen-Orient pour voir la tentative d'un avocat-militant de bâtir et propager, via sa page Facebook, la rumeur selon laquelle des inspecteurs pédagogiques régionaux auraient fait passer la consigne aux correcteurs « d'identifier les copies anti-israéliennes ou pro-palestiniennes »<sup>141</sup>. Dans un autre ordre d'idée, la loi du 3 août 2018 contre les violences sexistes et sexuelles a mis la complosphère en ébullition. Le 21 août, sur son blog, la conférencière

soralienne Marion Sigaut a appelé à la « résistance » contre la « légalisation de la pédophilie », « l'éducation sexuelle » et l'« obligation vaccinale ». L'appel a suscité la création d'une page Facebook dénonçant notamment l'ONU, l'UNESCO, l'OMS et l'Éducation nationale qui chercheraient à « pervertir nos enfants pour en faire de la chair fraîche pour les pédophiles »<sup>142</sup>. Un document établi à l'usage des enseignants suisses, relatif au développement psychosexuel des enfants et des adolescents, a servi de point de départ à ce détournement présenté comme un texte définissant les bases de l'éducation sexuelle à l'école française<sup>143</sup>.

## Quelques lectures...



Chercheur en neurosciences et neuropsychologie, Sebastian Dieguez est l'auteur de *Total Bullshit ! Au cœur de la post-vérité* (PUF), dans lequel il analyse la généalogie du concept de « bullshit » et les raisons de son succès contemporain. Face au défi du « bullshit généralisé », dont il faudrait s'inquiéter des conséquences pour la viabilité de notre espèce, Dieguez préconise notamment l'arme du ridicule : « l'imaginaire, la fiction et la raison ont des ressources propres largement suffisantes pour remettre cet ennemi commun à sa juste place. »<sup>144</sup>

Le politologue, philosophe et historien des idées Pierre-André Taguieff a publié aux éditions Fayard un nouvel ouvrage intitulé *Judéophobie. La dernière vague*. Au début des années 2000, le chercheur avait analysé la résurgence antijuive qui avait accompagné la seconde Intifada. Taguieff avait alors proposé la notion de judéophobie pour prendre acte, dans l'analyse du phénomène, du poids du contexte politique international marqué par le conflit au Proche-Orient et l'antisionisme. Ce nouvel opus revient sur les dix-huit dernières années, analysant la prise de conscience brutale de la menace par la société française, confrontée aux attentats djihadistes. Resituant le phénomène dans un cadre chronologique élargi, l'auteur retrace la généalogie de la haine des Juifs dans le monde arabo musulman contemporain et les convergences de ces dernières années entre milieux islamistes et milieux gauchistes.

Avec *Rwanda, la fin du silence* (Les Belles Lettres), Guillaume Ancel, qui a participé à l'opération Turquoise, livre un témoignage questionnant le rôle ambigu de la France lors des événements de 1994. À l'occasion de cette parution, l'ex-officier de la Force d'Action Rapide a rappelé à *Conspiracy Watch* l'importance d'affronter la réalité, notamment par l'ouverture des archives, pour combattre les thèses négationnistes et complotistes : « C'est quand même dans les thèses négationnistes [...] qu'on essaie de dire que les miliciens étaient infiltrés par des Tutsi qui auraient participé aux massacres et que, en gros ce sont les victimes qui ont organisé les massacres. [...] C'est

l'équivalent de faire croire qu'il y aurait des Juifs qui auraient organisé les camps de concentration. »<sup>145</sup>

Issue d'une thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris 1 en 2010, l'ouvrage *Les Survivants. Les Juifs de Pologne depuis la Shoah* (Belin), de l'historienne Audrey Kichelewski, raconte comment la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a pas mis un terme à la persécution des Juifs dans ce pays où les nazis avaient organisé leur extermination. Dans l'immédiat après-guerre, des rumeurs antisémites conduisirent à des pogroms, à Rzeszow, Cracovie ou encore Kielce. En 1968, une campagne antisémite des médias étatiques, fondée sur le mythe du complot juif, entraîna le départ forcé d'environ 15 000 Juifs de Pologne<sup>146</sup>.

Professeur d'histoire-géographie dans un collège de Seine-Saint-Denis, Iannis Roder<sup>147</sup> a fait paraître un livre traitant notamment de la réponse éducative pouvant être apportée au complotisme. « Même si elle ne doit pas être la seule à agir, l'école doit prendre sa part de responsabilité. En expliquant ce qu'est un fait historique, un événement, une information », affirme l'auteur dans une interview donnée à *L'Express*. *Allons z'enfants, la République vous appelle* (Odile Jacob) est l'analyse d'un enseignant qui s'appuie sur une expérience de terrain de vingt ans et qui propose des pistes d'actions concrètes telles que l'élaboration de projets en lien avec les médias locaux<sup>148</sup>.

Les fausses nouvelles ont une histoire que l'historien Stéphane Le Bras (Université Clermont Auvergne) relate opportunément dans *Les Fausses nouvelles. Un millénaire de bruits et de rumeurs dans l'espace public français* (Presses universitaires Blaise Pascal). Dans un article paru dans *The Conversation* à l'occasion de l'édition 2018 de la *Fête de la Science*, l'auteur retrace les grandes lignes d'une actualité vieille de plus de 2500 ans, reconnue aujourd'hui comme un défi majeur pour nos démocraties<sup>149</sup>.

A paru aux éditions Le Bord de l'eau une étude pluridisciplinaire visant à décrypter les discours d'Alain

141 - *Conspiracy Watch*, 26 juin 2018. 142 - *Conspiracy Watch*, 3 septembre 2018. 143 - *Le Monde*, 29 août 2018. 144 - *Le Monde*, 19 mars 2018.

145 - *Conspiracy Watch*, 29 juin 2018. 146 - *Le Monde*, 31 mai 2018. 147 - Iannis Roder est président de l'Observatoire du conspirationisme, association éditrice du site *Conspiracy Watch*. 148 - *L'Express*, 29 août 2018. 149 - *The Conversation*, 24 septembre 2018.

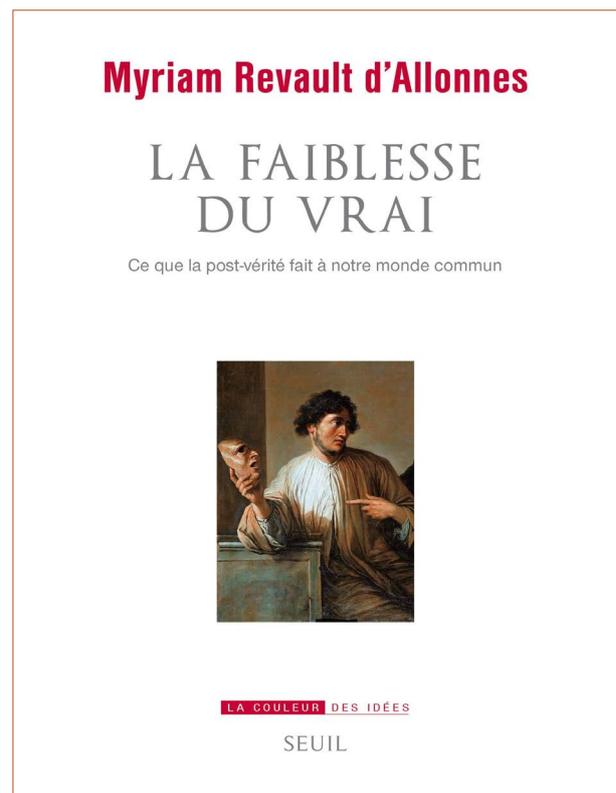
« Même si elle ne doit pas être la seule à agir, l'école doit prendre sa part de responsabilité. En expliquant ce qu'est un fait historique, un événement, une information. » (Iannis Roder)

Soral. *Le cas Alain Soral. Radiographie d'un discours d'extrême-droite* est le fruit du travail d'un collectif anonyme de quatre chercheurs qui ont visionné et analysé plus de 1500 heures de vidéos où l'essayiste s'exprime sur ses thèmes de prédilection. Pour la première fois, à partir d'un corpus conséquent de ces longs monologues, une étude cherche à comprendre et à établir la pensée de l'essayiste d'inspiration fasciste, qui se définit comme « national-socialiste, sans l'approche raciale »<sup>150</sup>.

Heidi Benneckenstein, 26 ans, raconte dans un livre son enfance passée en Allemagne dans des camps ressemblant à ceux des jeunes hitlériennes. *Coupable en toute innocence* (éditions Liana Lévi) a comme sous-titre « J'ai grandi chez les néonazis ». Il constitue un témoignage glaçant sur un mode d'embrigadement et une plongée dans le monde des fraternités national-germaniques dont l'objectif est de former une nouvelle génération de nazis. « On nous disait que les juifs utilisaient le modèle américain pour dominer le monde. Et j'ai longtemps cru au grand mensonge de cette conspiration cachée », confie l'auteur. Des milliers d'enfants sont passés, dès l'âge de 4 ou 5 ans, par ces camps que le ministère de l'Intérieur allemand a fermés en 2009. Heidi Benneckenstein appelle à se méfier de cette génération élevée dans l'amour du Troisième Reich<sup>151</sup>.

En septembre et octobre 2016, une équipe de chercheurs du CNRS dirigée par Anne Muxel et Olivier Galland ont conduit une enquête auprès de plus de 7000 élèves de seconde de 21 lycées publics des académies de Lille, Créteil, Dijon et Aix-Marseille. Les résultats de cette vaste enquête ont été publiés sous le titre *La Tentation radicale* (PUF). Un chapitre du livre, signé des chercheurs Sylvie Octobre et Vincenzo Cicchelli, est consacré aux théories du complot et à la « radicalité informationnelle ».

Professeur à l'École pratique des hautes études, Myriam Revault d'Allonnes est l'auteur de *La Faiblesse du vrai*. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun (Seuil). Elle analyse dans cet essai le concept de « post-vérité », utilisé massivement à la suite de la campagne du Brexit et de l'élection de Donald Trump et interroge les rapports entre politique et vérité. Dans un entretien au *Figaro*, la philosophe explique qu'« en remettant en question le caractère essentiel de la vérité, la



« post-vérité » laisse entrevoir l'affaiblissement et même l'abolition de sa valeur normative : le partage entre le vrai et le faux s'efface. » Elle précise qu'il ne s'agit pas tant de l'avènement d'une ère du mensonge généralisée que de « la montée en puissance d'une indifférence à la vérité »<sup>152</sup>.

La collection « La Petite Bédéthèque des savoirs » aux Éditions du Lombard aborde de façon synthétique les sujets les plus divers. A paru un opus intitulé *Crédulité & rumeurs*, réalisation du sociologue Gérald Bronner et du dessinateur Jean-Paul Krassinsky. À travers une conversation entre deux lycéens, les auteurs se sont emparés avec subtilité et efficacité de la question des différents mécanismes de la perception qui contribuent à altérer le jugement et rendent séduisantes les théories du complot. Un outil graphique réussi et idéal pour traiter le sujet dans un cadre éducatif.

150 - LesInrocks.com, 18 septembre 2018. 151 - Europe 1, 4 octobre 2018. 152 - Le Figaro, 7 décembre 2018.

# Statistiques

En partenariat avec  **SimilarWeb**

*SimilarWeb* est l'outil de référence pour mesurer le monde digital. Avec le plus gros panel international en ligne qui soit, intégrant des centaines de millions de dispositifs, *SimilarWeb* donne des insights pointus sur tout site internet ou application tous secteurs confondus. Des marques telles que Google, Engie, Boulanger, *Oui SNCF* et *Galeries Lafayette* font confiance à *SimilarWeb* pour comprendre, suivre et accroître leurs parts de marché numérique.

Pour connaître son marché il faut connaître ses concurrents. *SimilarWeb* couvre en profondeur tout l'éventail du digital Market Intelligence.

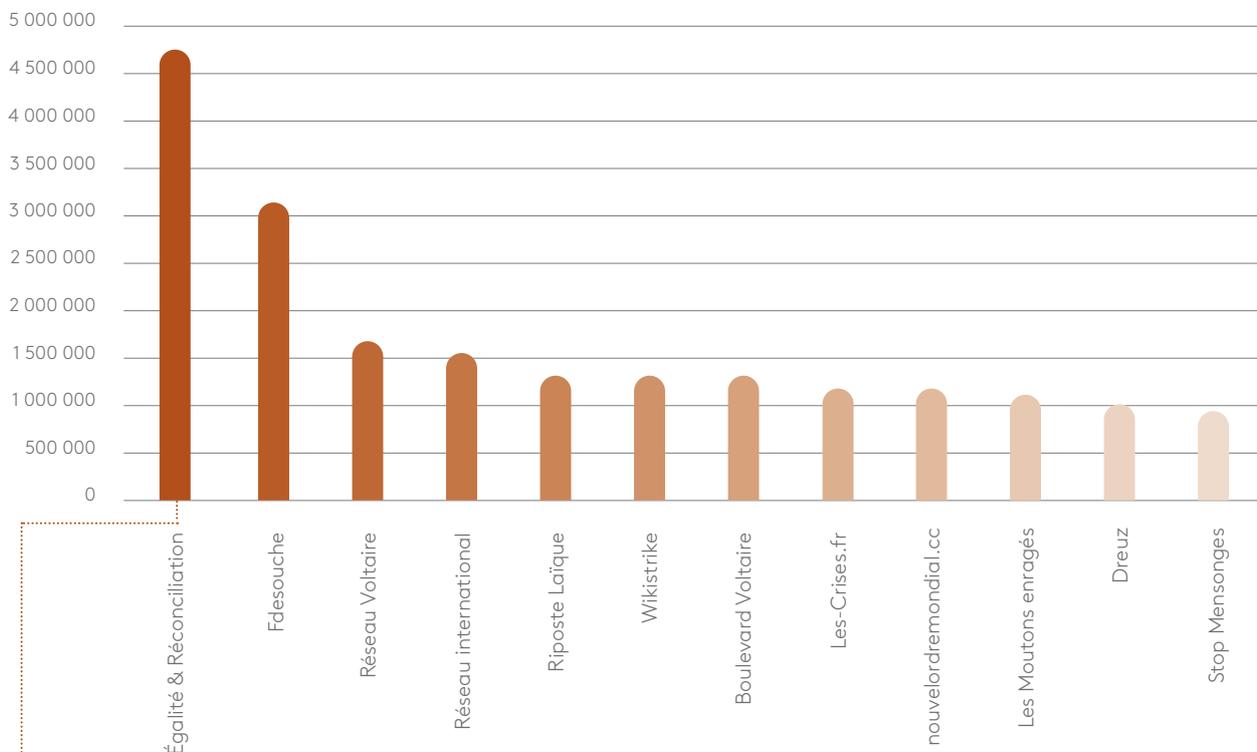
## Statistiques

La prolifération actuelle de théories du complot dans l'espace public trouve en partie son origine dans l'existence d'une mouvance assurant, sur Internet, une offre idéologico-politique marquée par un tropisme conspirationniste plus ou moins prononcé. Cette « complosphère » peut être définie comme l'ensemble des sites, blogs, pages Facebook, comptes Twitter ou chaînes YouTube qui consacrent une part significative, voire prépondérante, de leurs activités à faire valoir une interprétation conspirationniste de l'actualité et de l'histoire inspirée par des visions du monde parfois très différentes.

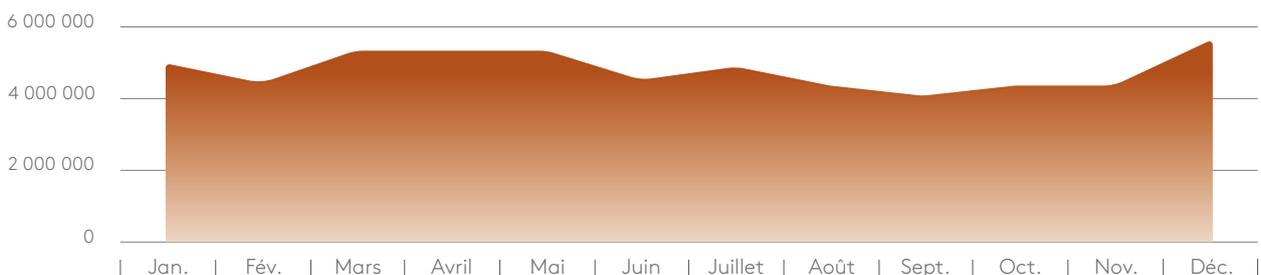
S'agissant des sites Internet alternatifs les plus influents (nous excluons par convention les sites d'information professionnels), on observe que douze d'entre eux reçoivent en moyenne plus d'un million de visites par mois. Ces sites ont pour point commun d'avoir diffusé des contenus à caractère conspirationniste, des informations fausses ou trompeuses ou de publier des auteurs notoirement conspirationnistes sans en avertir leurs visiteurs.

### Complosphère : les douze sites les plus influents en 2018

Fréquentation moyenne par mois en nombre de visites



### Nombre total de visites mensuelles sur Égalité & Réconciliation en 2018



# Recommandations

Les théories du complot et les infox contribuent à intoxiquer l'opinion publique et à empoisonner le débat public. Elles sont préjudiciables à l'intérêt collectif des consommateurs de presse que constituent, dans une démocratie pluraliste, l'ensemble des citoyens ayant à cœur de s'informer. La société civile, les professionnels de la presse et de l'éducation mais aussi les élus et les agents de la fonction publique doivent prendre la mesure de la menace que le conspirationnisme fait peser sur notre capacité collective à continuer de partager un « monde commun », où les choix politiques se basent sur les faits et non sur des illusions, des croyances infondées, des fantasmes ou des mythes. C'est une condition essentielle d'un débat démocratique sain et fécond. Plusieurs pistes peuvent être explorées pour prévenir le négationnisme et endiguer le développement du conspirationnisme.

### → Prévention et éducation

→ Sans que cela nécessite une modification de la structure actuelle des savoirs enseignés, l'apprentissage des biais cognitifs générateurs d'illusions et d'erreurs de raisonnement (biais de confirmation, confusion corrélation et causalité, négligence de la taille de l'échantillon, effet râteau, etc.) et le développement de l'esprit critique pourraient avantageusement être renforcés, de même que la culture scientifique au sens large. Au-delà des publics scolaire (élèves du primaire et du secondaire) et universitaire, cette démarche devrait s'adresser à tous les citoyens.

→ De manière générale, un enseignement solide est indispensable pour contenir la progression des thèses négationnistes et complotistes chez les plus jeunes. A cet égard, encourager, chez tous les élèves de l'enseignement secondaire, l'apprentissage d'une discipline scientifique et la familiarité avec ses méthodes propres d'administration de la preuve apparaît comme nécessaire.

→ Partant du double constat que les thèses négationnistes prospèrent sur la méconnaissance de l'histoire – singulièrement de l'histoire de la mise en place des processus génocidaires au XXe siècle<sup>153</sup> – et que les jeunes y sont tendanciellement plus perméables que leurs aînés<sup>154</sup>, il convient de sensibiliser les enseignants du secondaire à cet enjeu pour l'avenir, à un moment où la question de la transmission se pose avec une acuité toute particulière.

→ La formation des enseignants du primaire et du secondaire à l'éducation aux médias et à l'information (EMI) pourrait être systématisée. La mobilisation de la « Réserve citoyenne de l'Education nationale », créée en 2015, pourrait permettre de multiplier la présence d'experts prenant de leur temps pour venir, en classe, diffuser les règles présidant à la production de l'information journalistique et du savoir scientifique<sup>155</sup>. Les chercheurs pourraient être davantage incités à intervenir dans le débat public dans leurs champs de compétences propres.

→ Un soutien résolu à la recherche universitaire sur le phénomène conspirationniste et l'identification des moyens efficaces d'y répondre collectivement, dans le droit fil du projet « Conspiracy » (« Répondre à la propagation des théories du complot »), financé par l'Agence nationale de la recherche jusqu'en 2021, apparaît comme décisif.

### → Justice

→ Il conviendrait d'examiner la faisabilité technique d'une peine complémentaire pour les délits d'apologie ou provocation au terrorisme et la diffamation raciale, l'injure raciale, et la contestation ou l'apologie de crimes contre l'humanité. Cette peine consisterait à obliger le directeur de la publication d'un site faisant l'objet d'une condamnation à y faire apparaître en page d'accueil, pendant une période à déterminer par le juge, une fenêtre pop-up bloquante temporaire faisant office de publication judiciaire. Cette fenêtre pop-up présenterait des caractéristiques analogues à celles des publicités bloquantes présentes sur certaines vidéos commerciales. Ce dispositif aurait pour vertu d'alerter et d'informer de manière plus transparente le visiteur sur le site qu'il consulte.

153 - Cf. Iannis Roder, *Allons z'enfants... la République vous appelle !*, Odile Jacob, 2018.

154 - Les 18-24 ans sont plus vulnérables que la moyenne aux idées négationnistes. Ainsi, ils souscrivent significativement plus que la moyenne (8% contre 2%) à l'affirmation selon laquelle la gravité du génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale est exagérée et qu'il y a eu « beaucoup moins de morts » qu'on ne le dit généralement (Voir Rudy Reichstadt, « Le conspirationnisme dans l'opinion publique française », Fondation Jean-Jaurès, 7 janvier 2018).

155 - Voir Nathalie Heinrich, « Mon idée pour la France : il faut "enseigner les règles présidant à la production de l'information journalistique et du savoir scientifique" », lemonde.fr, 22 février 2019.

## Recommandations

→ Un arrêt du 7 juin 2017 de la Cour de cassation a estimé qu'une « incitation manifeste » ne suffisait pas à caractériser le délit de provocation à la haine et qu'il faut, « pour entrer en voie de condamnation », que les propos relèvent d'un « appel » ou d'une « exhortation ». L'application de cette jurisprudence ayant montré qu'elle pouvait aboutir à prononcer la relaxe de prévenus ayant pourtant œuvré à susciter un sentiment de haine et de rejet, il pourrait être envisagé de sensibiliser les magistrats, par le biais de formations dédiées, à la lecture de la prose et des images racistes et antisémites, de telle sorte que la violence qu'elles recèlent ne donne pas lieu à des interprétations par trop littérales.

→ Les condamnations multiples de ceux qui se rendent coupables des délits susmentionnés de manière répétée ne faisant manifestement pas la démonstration de leur pouvoir dissuasif, il pourrait être envisagé de sensibiliser les magistrats à la nécessité de les condamner à des amendes plus lourdes.

→ Des associations à but non lucratif dont l'objet social inclut depuis au moins cinq ans la lutte contre le complotisme, le négationnisme, les fausses nouvelles<sup>156</sup>, la manipulation de l'information ou la défense du droit à une information sincère et rigoureuse pourraient être autorisées à se constituer partie civile pour des faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif des consommateurs de presse. Ces associations pourraient ainsi engager des poursuites sur la base de l'article 27 de la loi de 1881 pénalisant les fausses nouvelles. Pour rappel, cet article sur la liberté de la presse dispose que « *la publication, la diffusion ou la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers lorsque, faite de mauvaise foi, elle aura troublé la paix publique, ou aura été susceptible de la troubler, sera punie d'une amende de 45 000 euros.* » Or, cette disposition pourtant en vigueur demeure à ce jour peu (ou pas) utilisée en pratique.

## → Presse

→ Il ne faut pas minimiser l'influence prescriptrice que peuvent avoir certains contenus issus de titres de presse classiques (textes, vidéos, couvertures, etc.) qui jouent sur des fantasmes complotistes souvent bien ancrés dans l'imaginaire collectif et associés par exemple à des minorités, des sociétés de pensée ou certaines personnalités publiques. S'agissant de la prévention du complotisme, sens des responsabilités et exemplarité devraient être les maîtres-mots de l'éthique du journalisme.

→ Une obligation à ne pas encourager, à travers leurs programmes, l'expression sans contrepoint critique de propos, thèses ou contenus à caractère conspirationniste, comme cela a pu se produire à de trop nombreuses reprises par le passé<sup>157</sup>, pourrait être incluse dans les cahiers des charges et missions de France Télévisions, Radio France et France Médias Monde.

→ La mise en place, dans le secteur de la presse, d'une instance professionnelle de régulation par les pairs<sup>158</sup> accordant une attention toute particulière à la question de la diffusion des contenus conspirationnistes pourrait être envisagée.

## → Plateformes numériques

→ S'agissant de la programmation de leurs algorithmes, les GAFAM et tout particulièrement les prestataires de réseaux sociaux et de plateformes de vidéos en ligne ou en *streaming* doivent cesser de suggérer ou recommander des contenus complotistes et s'engager dans la voie d'une démonétisation de ces comptes.

→ Les prestataires de réseaux sociaux pourraient faire figurer une mention explicite indiquant à leurs utilisateurs qu'ils ne constituent en aucun cas une source d'information à proprement parler et les invitant à croiser ce qu'ils y partagent avec d'autres sources, issues notamment de la presse professionnelle.

→ Un dialogue constructif doit être maintenu avec les plateformes numériques pour les inciter à mettre en place des mesures plus énergiques de lutte contre la manipulation de l'information, conformément aux recommandations formulées par le rapport conjoint CAPS-IRSEM<sup>159</sup> en août 2018.

156 - Répond à la qualification de « fausse nouvelle » tout contenu qui aurait été soit fabriqué de toutes pièces, soit créé à partir d'une information sciemment exagérée, sortie de son contexte ou dénaturée au point de n'avoir plus de rapport avec la réalité des faits mais présenté pourtant comme authentique dans l'intention de tromper le public. 157 - *Conspiracy Watch*, 6 novembre 2018. 158 - Voir Gérald Bronner, *La démocratie des crédules*, PUF, 2013, pp. 318-319. 159 - « *Les manipulations de l'information. Un défi pour nos démocraties* », rapport conjoint CAPS-IRSEM, août 2018.



Les plateformes de financement participatif (*crowdfunding*) doivent être incitées à inclure dans leurs conditions générales d'utilisation une clause d'engagement à ne pas se servir de leur plateforme pour financer des projets ayant pour effet de diffuser des contenus à caractère conspirationniste.

**Remerciements** : Paloma Bernard, Amaury Bessard, Gérald Bronner, Frédéric Encel, Aline Grange, Nathalie Heinich, Pierre Marquis, Lorraine Redaud, Ilana Soskin, Pierre-André Taguieff, Emmanuel Taïeb, Rachel Thannberger et Paul Zawadzki nous ont accompagnés de leurs précieux conseils dans la conception et la réalisation matérielle de ce rapport. Nous les en remercions chaleureusement.

.....

**Illustration de couverture** : Rond-point de la sortie 35 de l'A89, à Saint-Romain-de-Popey (Rhône), 18 décembre 2018 (crédits : Albert Sebag).

**Rédaction** : Emmanuel Debono, Valérie Igounet et Rudy Reichstadt

**Graphisme** : Robinson Beraud

**Impression** : STIPA

**Dépôt légal** : avril 2019

.....

Association **OBSERVATOIRE DU CONSPIRATIONNISME**

Maison des associations du 11ème

8 rue du Général Renault

75011 - PARIS

Courriel : [admin@conspiracywatch.info](mailto:admin@conspiracywatch.info)

.....